



TRIBUNE

Hebdomadaire du parti

Socialiste unifié

NUMÉRO 103
26 MAI 1962

0,40 NF



(Keystone)

Le nombre des inconditionnels diminue... (page 3)

La Commune de Paris (pages 6-7)

TOUS AVEC LE P.S.U.

AU MUR DES FÉDÉRÉS

Samedi 26 mai, à 16 heures

Mardi 15

PARIS : Pas d'échange !

Henry Causse, déserteur, Claude Glaymann, déserteur et Patrick Helminger, insoumis, ont été incarcérés.

Causse et Glaymann ont déserté : ils ont refusé d'appliquer davantage la loi sur le recrutement obligatoire, devant les abus auxquels son application donnait lieu.

Helminger ne s'est pas soumis : il a refusé de connaître cette loi. Déserteurs et insoumis ont pris sur eux-mêmes la liberté de juger l'application d'une loi et de décider qu'ils vivraient au-delà de cette loi.

Un maquis s'est constitué en France et à l'étranger autour de ces hommes qui leur jeunesse et le sort de leur vie à la jeunesse d'un autre peuple, le peuple algérien.

Des groupes sont nés autour de ces hommes pour les aider à vivre au-delà des lois. Le régime les appelle « complices ». Les adversaires du régime les appellent « soutiens ».

Il reste trois hommes emprisonnés.

Ces trois hommes ont-ils tué ? Est-ce qu'ils ont voulu s'emparer du gouvernement ?

Ont-ils dit que leur vision personnelle était celle du peuple ? Non.

Ils ont montré simplement que l'armée était un corps de l'administration, comme celui des Postes, chargé d'accomplir un service particulier.

Ils ont refusé, non pas l'honneur de ce corps, mais les résultats du service qu'ils étaient chargés d'accomplir.

Des résultats tellement aberrants qu'ils ont nécessité l'ouverture d'une procédure criminelle d'exception, mettant tous les intérêts sur la scène, indiquant les têtes et distinguant tous les corps, depuis l'Académie jusqu'à l'Elysée.

Devant ces résultats, le gouvernement algérien a dû constituer des otages en retenant prisonniers des Européens appartenant à l'O.A.S.

Causse, Glaymann, Helminger sont-ils devenus contre-otages ? Les assassins de l'O.A.S. sont-ils donc, pour le régime, coupables des mêmes crimes : insoumission et désertion ?

Oui.

Mais la situation est nouvelle. La loi n'est plus la même. Le peuple français a dit « oui » à la paix.

Pour ceux qui s'opposent à cette paix, le peuple demande la mort.

Et à ceux qui s'opposent à la guerre, il leur rend leur place dans la collectivité avec leurs droits et avec leurs devoirs, devant la loi civile et militaire.

A Causse, à Glaymann, à Helminger, à tous leurs camarades et à tous leurs frères.

Vous les libérez !

Mercredi 16

FRANCE : Le corps social

Les Charbonnages, l'E.D.F. sont en « précrise » : l'explosion est attendue.

Les fonctionnaires, en revanche, font une crise caractérisée : il est à craindre qu'elle se généralise.

Les P. et T., la R.A.T.P. restent encore très nerveux : des surprises sont à prévoir.

Quelques charlatans se sont empressés déjà au chevet des malades : Broglie (Fonction publique) s'emploie à étudier le sien pour le préserver de toute rechute ultérieure.

Bokanowski (Industrie) va expérimenter sur l'E.D.F. une cure de sommeil.

On sent pourtant que ce ne sont que des palliatifs dans l'attente du médecin.

Mais le médecin-chef est très occupé en ce moment par un procès qu'il intente à un de ses confrères pour intoxication et diffusion d'un produit meurtrier (3.000 morts entre le 19 mars et le 1^{er} mai) : l'O.A.S.

On parle de plus en plus d'une socialisation de la médecine.

Jeudi 17

FRANCE :

L'espérance du Lot

« Le secret de la popularité du président est l'appui des Français », constate « Paris-Presse ». Dans la première étape de son voyage, les femmes se pressent sur son passage pour lui serrer la main.

Ce sont peut-être les mêmes qu'il retrouvera, à toutes les étapes. (Suite en page 8.)

Nos lecteurs se rappellent que dans notre numéro 98 du 21 avril 1962, Jean Poperen, commentant les résultats du référendum, avait prolongé son analyse par des réflexions sur les tâches relatives au développement du Parti.

Les idées qu'il avait exprimées ont suscité un grand intérêt chez nos militants. Elles méritent, en effet, un débat entre nous.

Nous commençons aujourd'hui la publication des réflexions que le même sujet a inspiré à Serge Mallet (dont la deuxième partie paraîtra dans notre prochain numéro).

DANS « Tribune Socialiste » du 21 avril, Jean Poperen a mis l'accent — à partir d'une analyse localisée des résultats du référendum — sur la nécessité de « porter l'organisation (du Parti) au niveau de notre influence ». C'est là un souci particulièrement urgent en cette période : je veux dire au moment où la liquéfaction progressive du conflit algérien risque, dans le climat actuel, de mettre en veilleuse le processus de politisation des masses amorcé au cours de ces derniers mois. Il devrait animer l'ensemble des cadres et militants de notre Parti. Ne nous faisons en effet aucune illusion : le prestige que le P.S.U. a pu acquérir auprès de certaines couches de la population par la fermeté et le réalisme politique qu'il a manifesté dans la lutte pour la paix en Algérie, ne conduira à de nouveaux succès, ne sera — je m'excuse de ce terme de cuisine, mais il dit ce qu'il veut dire — « exploitable politiquement » que si nous sommes en mesure de transcrire les sympathies et les influences acquises en « réalités organisationnelles ».

Le temps pour ce faire nous est parcimonieusement compté et le peu de moyens dont nous disposons facilitera largement l'exploitation par les vieilles formations des luttes auxquelles nous les avons contraints par nos initiatives. Pour bien des militants venus récemment au P.S.U., l'arbre de la guerre d'Algérie cache trop la forêt. Le P.S.U. n'est pas le « parti de la lutte pour la paix en Algérie ». Ou plutôt, il n'est pas que cela : cette bataille, qu'il a eu raison de mener prioritairement à toutes les tâches, n'est qu'un aspect de notre lutte d'ensemble pour donner à la France un régime nouveau, pour créer les conditions de cette entreprise encore jamais réussie : instaurer le socialisme là où il peut s'épanouir dans les conditions les meilleures, dans un pays capitaliste économiquement développé.

S'il en était autrement, nous n'aurions pas eu besoin de créer un PARTI SOCIALISTE. Les Comités, Fronts et autres instruments de l'action de masse y auraient suffi. C'est le mérite de l'article de Poperen de poser clairement la question.

Y a-t-il

des couches d'avant-garde ?

Certaines formulations de Poperen me semblent toutefois mériter plus ample examen : le passage essentiel qui provoque mes inquiétudes est le suivant (que je ne détache pas arbitrairement de son contexte, mais qui me semble représenter le thème essentiel autour duquel s'articule l'analyse de Jean Poperen).

« De tels éléments (il s'agit d'un électorat de petits paysans de gauche des cantons agricoles de l'Indre-et-Loire) sont, dans le moment présent, portés vers nous par des réflexes étroitement « politiques » : leur perspective, sauf exception, n'est pas celle du Front Socialiste. Mais avons-nous choisi de ne travailler qu'avec des hommes et des femmes immédiatement accessibles à la politique de Front socialiste ?... »

«... Si nous rejetons tous ceux qui, dans ce pays, tiennent à quelque morceau du passé, nous risquons fort une délectable solitude. Le critère décisif n'est pas « l'ancien ou le nouveau ». Il est la place dans le processus de production. Et les couches d'avant-garde ne sont pas « prédestinées ». Seront couches d'avant-garde celles qui entreront le plus vite et iront le plus loin dans leur conflit avec les divers secteurs du capitalisme.

L'ancien et le nouveau

A nous de faire que... les luttes sociales ne s'enfoncent pas dans l'impasse conservatrice du poujadisme (de droite ou de gauche)... C'est affaire d'abord d'engagement de nos militants... dans les organisations corporatives et coopératives.

Il était jusqu'ici généralement admis que la chance politique du P.S.U., sa raison d'exister en tant que force politique indépendante — et non en tant que « tendance » ou « courant » au sein de l'un ou de l'autre des partis ouvriers traditionnels — c'était précisément l'entrée dans la lutte sociale et politique d'éléments sociologiquement neufs de la population que les processus de développement du capitalisme moderne amenaient à une prise de conscience socialiste par d'autres voies que jadis. « Ces couches d'avant-garde » ne sont pas prédestinées magiquement à ce rôle : elles sont pré-déterminées à la jouer parce que leur position dans les rapports de production les place en contact direct avec les formes les plus développées, les plus modernes du système capitaliste. Les thèmes de lutte et d'action des partis ouvriers traditionnels n'étant pas adaptés, en raison même de leur implantation ancienne, à la lutte contre le néo-capitalisme, ne leur offrent aucune solution aux problèmes qu'elles se posent. La question n'est pas de rejeter qui-conque : elle est de bien situer quelles sont les forces qui peuvent formuler avec le plus de netteté aujourd'hui l'exigence d'une société nouvelle. Et c'est précisément parce que ces forces existent que l'influence du P.S.U., son rayonnement, dépassent largement ses capacités d'organisation. Il apparaît comme l'expression politique de couches sociales, d'organisations, d'hommes qu'il ne CONTROLE PAS, au sens stalinien du terme, mais qui, quels que soient les détours tactiques, les préventions, les hésitations sont amenées à chaque option importante, à se retrouver à ses côtés — qu'il s'agisse de l'organisation de la lutte antifasciste ou des options en matière de politique économique. C'est en raison de cette situation objective que ce parti sans moyens matériels, sans bases locales, sans appuis financiers, SANS APPAREIL a pu, en deux ans, apparaître comme une force politique majeure dans la vie nationale. J'irai plus loin : c'est en raison de ce support sociologique qu'il a évité d'être disloqué par les forces centrifuges qui s'exerçaient en son sein du fait de ses origines, qu'il a pu dégager une ligne politique cohérente, la ligne du Front socialiste, à laquelle, *volens-nolens*, tous les courants du Parti sont amenés à se rattacher.

Quelle est cette ligne ? Quelles sont ces grandes idées-forces autour desquelles s'est constituée cette cohésion : je crois qu'on peut les caractériser négativement et positivement. Négativement : le P.S.U. refuse le faux dilemme « Réforme-Révolution » qui a, de longues années durant, figé la gauche française entre un parti « réformiste » qui n'a jamais fait de réformes (le gaullisme est plus « réformiste » que Guy Mollet) et un parti « révolutionnaire » qui n'envisage plus depuis fort longtemps de faire la révolution (toutes les révolutions de ces dernières années se sont faites SANS et souvent CONTRE les partis stali-niens, de l'Algérie à Cuba). Il se donne pour tâche d'utiliser toutes les contradictions du capitalisme moderne, celles découlant de la socialisation croissante des moyens de production étant les principales.

Positivement : en ce qu'il caractérise le socialisme comme une conquête réelle de la démocratie économique, et non comme le passage pur et simple des moyens de production des mains du capitalisme privé à celles d'un Etat centralisé — que cet Etat soit dirigé par une technocratie économique ou par une bureaucratie politique.

Or, ces idées-forces ne sont pas le fait des seuls hommes et femmes engagés dans le P.S.U. Sous des formes plus ou moins avancées, on les retrouve dans les courants les plus dynamiques de la C.F.T.C., de la C.G.T., de F.O., de la F.E.N., de l'U.N.E.F., du C.N.J.A., du Club Jean Moulin, etc. Elles se fondent sur une prise de conscience POSITIVE de la réalité moderne, et non sur son refus douloureux. Comme telles, elles ne peuvent être que l'expression de couches sociales qui se sentent, non pas

rejetées par les développements techniques, mais au contraire portées par eux, qui mettent en question le régime capitaliste ou tel ou tel de ses aspects, non parce qu'il impulse le progrès technique, MAIS PARCE QU'IL S'AVERE INCAPABLE DE LE POUSSER AU BOUT DE SES IMPLICATIONS SOCIALISTES ET ECONOMIQUES.

Ce serait évidemment une politique de Gribouille que celle qui consisterait à « sélectionner » ces forces actives. Toutes les couches sociales productives sont concernées par l'évolution économique : le propre du capitalisme moderne étant précisément qu'il ne peut se payer le luxe de se créer des « réserves » non intégrées à l'activité économique, donc non exploitées par lui.

Ce n'est pas seulement « la nouvelle classe ouvrière » qui éprouve le besoin de gérer l'économie et l'exprime à travers ses organisations syndicales : c'est aussi cette fraction de plus en plus large de la classe ouvrière traditionnelle qui aspire à la rejoindre et à participer à son mode de vie : les ouvriers textiles des vallées alsaciennes évoluent vers le socialisme gestionnaire parce qu'ils ont comme modèle les jeunes mineurs techniciens de la potasse. Les ouvriers des chantiers navals de la Loire-Atlantique rejoignent les exigences des électroniciens de la Thomson-Houston parce qu'ils mettent en question l'instabilité chronique de cette industrie, l'archaïsme de ses structures, la capacité même de ce « patronat de droit divin » que sont les constructeurs navals à se lancer dans des entreprises mieux à même d'assurer la sécurité de l'emploi et l'expansion économique de la région.

De même, les « jeunes agriculteurs » qui poussent l'agriculture française vers des réformes de structure décisives — dont certaines, comme la réforme du droit foncier et la prise en charge des circuits de commercialisation et des établissements de transformation industrielle des produits agricoles par les producteurs, dépassent largement, par leur exemplarité, le domaine proprement agricole — sont-ils de plus en plus suivis — ou acceptés — par leur aînés. Et l'importance prise tant au sein des programmes que de l'appareil de la F.N.S.E.A. par des mots d'ordre et des hommes plus jeunes en est la preuve. Nous serions donc mal venus, nous, force politique seule en mesure d'exprimer ces courants réformatifs, de faire un tri entre « l'ancien et le nouveau » au niveau des hommes. Mais nous devons — plus que jamais — faire le TRI DES ARMES. C'est-à-dire que nous ne pouvons, en aucun cas, soutenir, comme le fait le P.C.F. — sans grand succès, notons-le — des revendications dans ce qu'elles ont d'étriqué ou de réactionnaire. Mais pour amener tel ou tel groupe social à formuler en termes progressistes les revendications de ces couches, IL NOUS FAUDRA TOUJOURS NOUS APPUYER EN PRIORITE SUR UNE AVANT-GARDE. L'expérience prouve qu'en fait, à partir du moment où nous ne nous contentons plus de « slogans socialistes », « du pain et des roses » pour un jour lointain et hypothétique, mais où nous commençons de formuler, en termes presque techniques, ce qu'il faut faire et modifier pour passer du capitalisme organisé de 1962 à un socialisme adapté à notre développement, L'AVANT GARDE POLITIQUE SE RECRUTE DANS L'AVANT-GARDE TECHNIQUE ET SOCIOLOGIQUE.

Serge Mallet.

(A suivre.)

Vient de paraître...
LE GUIDE DU CANDIDAT AU PERMIS DE CONDUIRE
 par Sébastien SOLER
 Ce petit ouvrage, abondamment illustré, écrit dans un style sobre et direct, permettra aux apprentis conducteurs de mieux se préparer pour l'épreuve de l'examen pratique.
 DIFFUSE PAR LES NOUVELLES MESSAGERIES DE PRESSE PARISIENNE

LES INCONDITIONNELS DIMINUENT...

Le 15 mai, le soir même de la conférence de presse, M. Pflimlin et les ministres M.R.P. quittent le gouvernement en claquant les portes. Le 20 mai, M. Pflimlin s'empresse de prononcer des propos apaisants et de prodiguer des amabilités au général de Gaulle. « Nous ne ferons rien, a-t-il dit, qui puisse aggraver une situation qui est déjà d'une précarité dramatique. Nous nous interdirons toute opposition systématique... Je considère le général de Gaulle comme le rempart de nos libertés essentielles. » D'ailleurs, le cabinet Pompidou a été replâtré en moins de vingt-quatre heures. La crise est dénouée. Les rouages du système fonctionnent bien.

Telles sont les apparences. En fait, il y a de fortes chances que la rupture entre de Gaulle et le M.R.P. s'accroisse et que le 15 mai marque l'entrée dans une nouvelle phase du régime gaulliste. Les formules que M. Pflimlin a prononcées dimanche, Mollet les avait prononcées avant lui, au temps où il déclarait que la S.F.I.O. se limiterait à une « opposition constructive » et que la présence de de Gaulle était indispensable à la défense de la démocratie. Or le même Mollet, ce même dimanche 20 mai, a critiqué devant le conseil national de la S.F.I.O. tous les aspects de la politique gaulliste et a déclaré : « Il faut se préparer à une crise de la démocratie. » M. Pflimlin fera-t-il le même chemin que M. Mollet ?

La rupture du 15 mai a eu lieu à l'occasion des désaccords sur les problèmes de la construction européenne. Mais étant donné les conditions dans lesquelles elle s'est produite, elle a une signification plus large.

Le cabinet Pompidou a été constitué il y a un mois. Le renforcement de la participation du M.R.P., l'entrée de M. Pflimlin surtout, s'expliquaient par le désir d'exercer une surveillance vigilante et, si possible, une influence déterminante à la veille des négociations sur l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun. Or tout s'est passé comme si la conférence de presse du 15 mai, par le ton autant que par son contenu, était destinée à volatiliser ces espérances. De Gaulle ne s'y serait pas pris autrement s'il avait voulu dire brutalement au M.R.P. : « La politique internationale, la politique européenne, c'est mon domaine, à moi seul. C'est ce que Chaban-Delmas a justement appelé le domaine réservé. Vous, contentez-vous, messieurs, d'administrer chacun votre secteur ministériel. Pour le reste, soyez aussi dociles que les plus inconditionnels des ministres de l'U.N.R. et venez faire de la figuration aux conférences de presse où vous sera apportée la révélation des grands desseins. » Et les discours prononcés au cours du voyage en Limousin laissent entendre : « Si vous ne vous inclinez pas, votre opposition parlementaire sera brisée. Un référendum mettra un terme à vos sautes d'humeur. »

AINSI, de Gaulle signifie progressivement à tous les partis de la IV^e République qui ont contribué à le porter au pouvoir que les dispositions de la Constitution de 1958 sur la responsabilité du gouvernement devant le Parlement ne sont qu'un faux-semblant et une duperie. Il accentue de jour en jour le caractère personnel de son régime, si bien qu'aujourd'hui il dispose d'un gouvernement formé presque exclusivement d'U.N.R. et qu'il peut se tourner vers les hommes de la IV^e République pour leur dire : « Je n'ai plus besoin de vous. » Du coup, on voit se dessiner une opposition parlementaire nouvelle que l'on pouvait déjà pressentir depuis le dîner de l'Alma et depuis le scrutin sur la présentation du cabinet Pompidou : l'Europe et les rapports avec l'O.T.A.N., comme une tardive velléité de limiter le pouvoir personnel, rapprochent les indépendants, le M.R.P., la S.F.I.O.

Gardons-nous de croire que ces événements ne nous concernent pas, sous prétexte que la querelle a éclaté à propos de l'Europe, qu'elle ne déborde pas pour l'instant les limites d'un Parlement réduit à l'impuissance, et qu'elle dresse contre de Gaulle les hommes et les partis qui ont été jusqu'ici ses complices.

Il est évident, en effet, que le régime va se trouver contraint d'accuser de plus en plus son caractère de pouvoir personnel, et cela, bien sûr, nous concerne directement, comme tous les Français.

NOUS devons redoubler d'efforts pour dénoncer cette évolution et pour l'empêcher, sans oublier de marquer combien elle justifie l'attitude que nous avons adoptée dès le début à l'égard du gaullisme et à l'occasion des trois référendums. Nous devons aussi rappeler sans cesse à l'opinion les responsabilités que portent les opposants de fraîche date qui ont si largement contribué, autant que de Gaulle lui-même, à nous conduire à une telle situation. Enfin, plus que jamais, nous devons faire connaître notre programme et notre tactique de front socialiste pour être en état d'offrir au pays un autre choix que la résignation au pouvoir gaulliste ou une coalition Pinay-Pflimlin-Mollet.

Robert Verdier.

L'Europe du général

NOUS n'avons pu, faute de temps, donner dans notre précédent numéro une analyse des positions prises par le général de Gaulle en matière de politique internationale au cours de sa conférence de presse.

Celle-ci, à vrai dire, ainsi que nous l'avions souligné, ne nous a rien appris que l'on ne sût déjà. Mais le ton adopté, le caractère volontairement provocant des propos tenus, ont suscité en France et à l'étranger les remous que l'on sait. Aussi vaut-il la peine de saisir l'occasion pour tenter de faire le point sur les positions de de Gaulle et sur celle des opposants (de fraîche date).

C'est, nous dit-on, la manière de concevoir la construction de l'Europe qui est au centre des débats et des désaccords.

Comment se pose le problème ?

Il s'agit de savoir si, aux institutions supranationales qui existent actuellement (Communauté Economique, c'est-à-dire Marché commun, Euratom, Communauté du Charbon et de l'Acier, C.E.C.A.), on va ajouter un organisme politique, en un mot, étendre au domaine le plus vaste la construction européenne. Tout le monde répond par l'affirmative. Mais selon quelles modalités ?

Ici commencent les divergences.

Pour de Gaulle, ce sera « l'Europe des Etats » : cela signifie que les représentants des diverses nations européennes se réuniront périodiquement pour « coordonner » leurs politiques (diplomatie, défense, etc.). Bien entendu, dans cette conception, chaque nation garde sa souveraineté. Donc, tout doit être décidé à l'unanimité, non à la simple majorité.

l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun pour ne pas poser immédiatement le problème des institutions politiques supranationales : « Si l'Angleterre entre au Marché commun, nous devons renoncer à l'Europe supranationale... et probablement pour longtemps ».

Dans ces conditions, le conflit sur les institutions politiques européennes prend l'apparence d'un débat d'école, abstrait et purement théorique. Pourquoi suscite-t-il un si violent conflit ?

C'est qu'il se trouve prolongé à l'arrière-plan par d'autres désaccords, généralement laissés dans la pénombre.

Le premier concerne l'adhésion de la Grande-Bretagne. Sans le dire ouvertement, de Gaulle ne la souhaite pas. Il préfère une Europe limitée aux Six du continent (France, Allemagne, Italie, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas) à une Eu-

Pour compléter l'analyse, il convient de noter aussi ce qui, dans la conférence de presse de de Gaulle, dépasse l'affaire européenne et concerne en particulier les rapports Est-Ouest.

D'une part, de Gaulle adopte une attitude négative à l'égard des tentatives de négociations sur la limitation des armements qui ont lieu actuellement à Genève. La France, on le sait, est absente de cette négociation. Ce qui est plus grave, c'est que son obstination à vouloir posséder sa force de frappe constitue une difficulté supplémentaire dans la recherche d'un compromis : Russes et Américains sont tacitement d'accord au moins sur un point : éviter la multiplication des puissances nucléaires.

D'autre part, même attitude négative en ce qui concerne les « sondages » entre Américains et Russes sur Berlin et l'Allemagne.



Cette affirmation n'est que partiellement conforme à la réalité. Si l'on isolait artificiellement l'affaire européenne du contexte international et des conceptions de de Gaulle sur les rapports Est-Ouest et sur le problème atomique, il serait impossible de comprendre la réaction du M.R.P. ou les violentes critiques d'hommes comme Paul-Henri Spaak.

Bien sûr, le ton de mépris hautain avec lequel de Gaulle a parlé des structures supranationales, d'une Assemblée européenne élue au suffrage universel, et autres notions auxquelles sont fermement attachés les « européens » classiques, étaient de nature à les blesser. Mais s'il s'était agi simplement de manifestations d'amour-propre, nul doute que la conférence de presse n'eût pas provoqué de pareils tourbillons. Nul doute que le M.R.P. n'eût pas retiré ses ministres. La recherche d'un compromis temporaire sur la construction de l'Europe n'eût pas été absolument inconcevable.

Autrement dit, chaque puissance garde un droit de veto.

A quoi les « européens classiques » (Spaak, le M.R.P., Mollet) objectent : « C'est une simple alliance traditionnelle, paralysée par le veto alors que, pour atteindre à une efficacité réelle, il faut, dans ce domaine aussi, instituer des organismes supranationaux dont les décisions, même prises à la simple majorité, s'imposent à tous. Il y aura, bien entendu, un Parlement européen élu au suffrage universel dans l'ensemble des pays participants. »

Désaccord fondamental, on le voit. Mais dans les faits, il ne serait pas impossible de trouver un compromis pour une période transitoire. En effet, la Grande-Bretagne qui sollicite son adhésion au Marché commun est, comme de Gaulle, hostile aux institutions politiques supranationales. Or Spaak a récemment déclaré (interview au « Monde » le 11 mai) qu'il attachait assez de prix à

l'adhésion de la Grande-Bretagne entraînerait à coup sûr celle de la Norvège et de quelques autres). C'est qu'il espère, grâce à une puissance militaire française retrouvée par la « force de frappe » et grâce à la division de l'Allemagne, construire une Europe dont il assumerait la direction de fait. Il ne se soucie donc guère d'y introduire une autre grande puissance comme la Grande-Bretagne.

Le second désaccord porte sur les Etats-Unis. De Gaulle n'en fait pas mystère : son objectif est de les tenir de plus en plus à l'écart des affaires européennes. Il pense que cette Europe des Six dont il serait le mentor tiendrait mieux tête au bloc soviétique. Or, dans la même interview que nous mentionnons ci-dessus, Spaak le dit en clair : selon lui, l'Europe doit être conçue comme un élément de renforcement de l'O.T.A.N. Et c'est aussi la conception de Mollet et du M.R.P.

Tels sont les désaccords réels.

Pour de Gaulle, il est vain de rechercher un compromis : il faut laisser les choses en l'état jusqu'au jour où l'Europe gaulliste étant constituée et se trouvant élevée au rang de puissance atomique, « l'équilibre européen » sera rétabli : ce qui signifie que cette Europe pourra négocier avec la Russie dans de meilleures conditions que celles où les Américains le tentent aujourd'hui.

La diplomatie gaulliste procède bien, on le voit, de toute une conception traditionnelle de la grandeur nationale et de l'équilibre des puissances. Malgré le désaccord sur l'O.T.A.N., il est bien évident qu'à ses yeux, la construction européenne est conçue par lui essentiellement comme la construction d'un bloc militaire destiné à faire face au bloc soviétique et même à se montrer, à l'égard de celui-ci, plus intransigeant que ne le sont actuellement les Américains.

Pierre Luquet.

M. Pompidou cédera-t-il ?

ALORS que le bifteck atteint un prix record à Paris, les mouvements revendicatifs continuent à se développer dans le secteur public et dans le secteur privé. En ce qui concerne ce dernier, des satisfactions peuvent être obtenues par les travailleurs indépendamment de la position du gouvernement, mais celui-ci peut favoriser une certaine augmentation des salaires en se refusant à encourager la résistance patronale. Pour les fonctionnaires et agents des services publics, le pouvoir procédera-t-il à un effort plus important que celui auquel il a consenti jusqu'ici ou s'efforcera-t-il d'amuser le tapis, de façon à atteindre les vacances sans trop de trouble et à renvoyer les échéances à l'automne ? Cela dépendra sans doute de la vigueur avec laquelle les salariés maintiendront leur pression.

Grève des fonctionnaires le 25 mai ?

Après la grève des cheminots du 15 mai, qui a connu un succès extraordinaire — la grève des postiers du 16 mai a considérablement perturbé les P. et T., en dépit de la non-participation de la Fédération F.O. Il convient de noter à ce sujet que la Fédération F.O. des P. et T., dirigée par le mollétiste Mourgues, est une des plus puissantes et des plus conformistes de Force Ouvrière. Cependant, le syndicat F.O. des services postaux de l'Ile-de-France a participé au mouvement du 16 mai.

Les grèves-surprises se poursuivent, d'autre part, à la R.A.T.P., et le 15 mai, 10 p. 100 seulement des autobus parisiens auraient roulé. Des sanctions seraient envisagées contre les grévistes, la direction de la R.A.T.P. n'ayant pas été prévenue par les syndicats.

Le trafic aérien a été suspendu pour quarante-huit heures, du 19 au 21 mai, à la suite de la grève lancée par les syndicats F.O., C.F.T.C. et C.G.T. du personnel de la navigation aérienne et de la météorologie nationale.

Quant à la grève de vingt-quatre heures lancée le même jour par F.O. sur l'ensemble des bases et installations en France (30.000 ouvriers et employés), elle a été diversement suivie. Le syndicat F.O. des bases alliées, qui fait état de salaires de 320 NF par mois, a précisé à ce sujet : « Ladite grève est susceptible de dégonfler une baudruche, à savoir la générosité des Américains envers leur personnel... mais le mouvement ne s'adresse aux Américains (et aux Alliés, en général) qu'en tant que patrons. »

En ce qui concerne l'Etat-patron (français), il est susceptible de connaître, dans les jours à venir, des difficultés avec les agents de l'E.G.F. et les fonctionnaires.

Les fédérations du gaz et de l'électricité C.G.T., C.F.T.C., F.O. et C.G.C. se concertent sur les moyens d'amener le gouvernement à tenir ses promesses. La Fédération C.F.T.C. a déclaré récemment « que l'action a été suspendue en décembre dernier à la suite d'un engagement du Premier ministre autorisant un examen du niveau général des salaires, que cinq mois sont passés, que les discussions n'ont apporté aucune solution et que force est de constater qu'une fois de plus les gaziers et les électriciens

seront contraints d'utiliser l'arme de la grève ». M. Pompidou s'y résignera-t-il en se refusant à donner une suite aux promesses de son prédécesseur ?

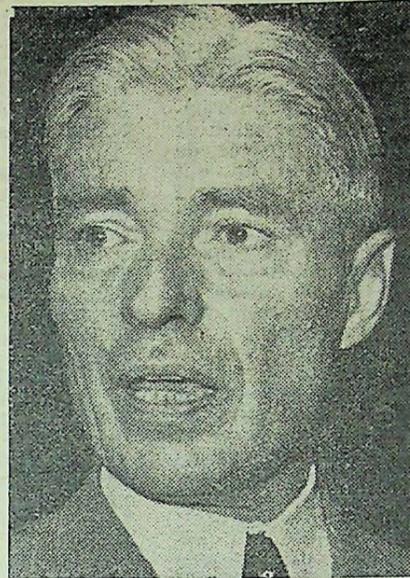
Chez les fonctionnaires, la grève de vingt-quatre heures décidée pour le 16 mai par la seule C.G.T. revêtait le caractère d'une action de solidarité à l'égard des postiers.

Un mouvement de l'ensemble de la Fonction publique est désormais probable, en dépit de la prudence



BOTHEREAU

(Agip)



VILLIERS

(Agip)

traditionnelle de F.O. Le principe d'une grève de vingt-quatre heures a, d'ailleurs, été décidé par la F.E.N., les fonctionnaires et postiers F.O., les fonctionnaires C.F.T.C. pour le vendredi 25 mai, « si le gouvernement, ont précisé ces organisations, s'obstine à ne pas tirer d'urgence les conséquences du rejet de son projet par le Conseil supérieur de la Fonction publique », ce qui impliquerait en particulier un nouvel effort en faveur des catégories C et D. Les fonctionnaires C.G.T. et autonomes participeraient également au mouvement.

La métallurgie, secteur-clé

Pour le secteur privé, on sait que la métallurgie est une des branches les plus touchées actuellement par l'agitation sociale. Les syndicats voudraient négocier des accords de salaires qui ne portent pas seulement sur des minima théoriques mais avant tout sur les salaires réels. Occupant une masse importante d'ouvriers qualifiés, la métallurgie est un secteur-clé de la bataille sociale.

Les fédérations C.G.T. et C.F.T.C. de la métallurgie semblent, par leur dernière prise de position, parfaitement conscientes de cette situation. Pour la C.G.T., il convient de constituer « un vaste front de lutte », en développant « les actions particulières à la base », et en « harcelant » les directions d'entreprises. La fédération affirme, d'autre part, sa volonté « d'aboutir à un accord avec les organisations F.O., C.F.T.C. et C.G.C. ». Toutefois, un tel accord implique l'abandon des tentatives de

débordement à la base et le respect des décisions des comités intersyndicaux.

De son côté, Jean Maire, secrétaire général de la fédération de la métallurgie C.F.T.C., a précisé au cours d'une conférence de presse les revendications de son organisation : augmentation des salaires, réduction de la durée du travail (quarante heures en cinq jours), quatrième semaine de congés payés, avancement de l'âge de la retraite, extension des droits syn-

dicaux. Soulignant que la lutte était engagée dans des centaines d'entreprises, le secrétaire général a déclaré que « cette action doit se poursuivre et s'intensifier, et ceci davantage au niveau des entreprises, sur le plan local et régional, que dans le cadre de mouvements nationaux, plus spectaculaires sans doute, mais trop souvent stériles. Ce mode d'action répond d'ailleurs aux désirs exprimés par nos mandants ». A la C.F.T.C., comme à la C.G.T., on met donc l'accent sur une certaine décentralisation de l'action.

A noter, en particulier, dans ce secteur, des débrayages au Havre, chez Duchesne et Boisière (constructions navales), aux Forges et Chantiers de la Méditerranée, à l'Electro-Mécanique, ainsi qu'une nouvelle grève des métallurgistes d'Orléans pour un meilleur accord de salaires.

Après l'accord intervenu à Toulouse dans le bâtiment, un accord a été signé également dans la Loire-Atlantique comportant une augmentation horaire de 0,18 à 0,20 NF, au terme d'un long conflit.

En ce qui concerne le papier-carton, la C.G.T. a déclenché des grèves dans les plus grandes papeteries de Normandie. Il s'agit d'obtenir l'augmentation des salaires, une quatrième semaine de congés payés, la prime d'ancienneté, la garantie du salaire et la classification après vingt années de service dans l'entreprise.

Dans le Bas-Rhin, à la suite d'arrêts de travail dans des papeteries de Strasbourg, un accord est intervenu en commission de conciliation majorant les salaires de 7 p. 100 en 1962 (4 p. 100 le 1er mai et 3 p. 100 le 1er octobre).

Les Confédérations face au gouvernement

On sait qu'afin de diminuer l'agitation sociale, M. Pompidou a entrepris de consulter les dirigeants des organisations syndicales, patronales, ouvrières et paysannes. Il n'a pas été question, jusqu'ici, de la C.G.T.

Après avoir été reçu par le chef du gouvernement, qui lui a paru « animé de bonnes intentions », Robert Bothereau a confirmé la position prise par le dernier C.C.N. de F.O. : « Il n'est pas souhaitable, a-t-il dit, que d'hypothétiques confrontations sortent un blocage ou une limitation des possibilités salariales. » F.O. tient beaucoup à conserver sa liberté d'action en matière de négociation de salaires. Même son de cloche à la C.G.C. qui « ne saurait souscrire à une politique des revenus qui tendrait à remettre en cause le principe de la libre discussion des salaires », a déclaré Roger Millot au congrès de la Fédération des Syndicats d'ingénieurs et cadres supérieurs C.G.C. Il est par ailleurs significatif du climat actuel qu'après avoir exposé à M. Pompidou les revendications des cadres en matière de retraite et de fiscalité, les représentants de la C.G.C. ont souhaité que le gouvernement définisse une politique salariale cohérente dans le secteur nationalisé, « si l'on ne veut pas connaître une nouvelle vague de grèves ».

Quant à M. Villiers, du C.N.P.F., tout en mettant naturellement en garde contre le danger d'inflation, il a précisé : « Les confrontations régulières entre le patronat et les salariés sont souhaitables dans la mesure où elles n'engendrent pas de décisions impératives qui ne seraient ni opportunes ni efficaces. »

On peut donc penser que le rôle du gouvernement restera assez limité, au moins dans le secteur privé.

Dans ces conditions, la politique sociale dépendra moins de la bonne volonté de M. Pompidou que du rapport des forces dans les entreprises. C'est pourquoi, dans un communiqué curieusement attribué par l'Humanité à la C.G.I., le bureau confédéral de la C.F.T.C. s'est déclaré « résolu à soutenir l'action syndicale qui se développe dans de nombreux secteurs professionnels, en particulier dans les transports et la Fonction publique » et a renouvelé « ses consignes aux organisations confédérées de développer au maximum leur action en vue notamment de :

L'amélioration du pouvoir d'achat des travailleurs par, dans la stabilité des prix, le relèvement du S.M.I.G., des salaires réels, la suppression des disparités de salaires, la diminution des durées de travail, la défense et l'extension des droits syndicaux, la mise à la disposition de l'Education nationale des moyens nécessaires en personnel et en équipement pour faire face aux besoins de la nation. »

Mais l'ampleur même d'un tel programme, commun en principe aux trois centrales ouvrières, montre que sa réalisation dépend beaucoup de la politique gouvernementale. Pompidou cédera-t-il aux revendications avant l'automne et dans quelle mesure peut-il apporter des satisfactions réelles, étant donné le poids des dépenses improductives (force de frappe) et l'absence d'une véritable planification économique ?

Maurice Combes.

LA « Nation Socialiste », qui s'est fait une spécialité des basses attaques contre le P.S.U., publie le compte rendu d'une « Conférence régionale ouvrière » tenue à Marseille sous la présidence de Gaston Defferre, comme il se doit.

Evoquant les formations politiques rivales de la S.F.I.O., Defferre devait déclarer, en toute simplicité, à propos du P.S.U. : « Ses positions sont sans avenir, sans aucune perspective. D'ailleurs, recommander de voter ni « oui » ni « non » n'est pas une attitude politique sérieuse. » A voir l'usage que le général fait de leur « oui » à répétitions, on peut se demander où est le sérieux et quelles sont les perspectives de tous ces messieurs les opposants de façade...

Mais il y a plus.

Une « conférence ouvrière », ça s'intéresse forcément aux syndicats. Il faut lire ce qu'a déclaré à ce sujet le camarade Ernest Cazelle, secrétaire général adjoint de la S.F.I.O. : « La division du monde ouvrier, de l'infiltration cléricale aux préoccupations politiques de la C.F.T.C., en passant par le courant politique que le P.S.U. s'efforce de faire pénétrer à Force Ouvrière, est une faiblesse face

LES SYNDICALO-MOLLETISTES A L'ŒUVRE

au néo-paternalisme de l'U.N.R. et du capitalisme. »

Méconnaissant l'évolution de la C.F.T.C., nos molletistes ne voient dans celle-ci que cléricisation et politisation. Au nom de l'unité ouvrière, bien entendu ! Il est comique de voir un porte-parole de la cité Malesherbes reprocher à la C.F.T.C. de prendre des positions politiques ! Les hommes du « dîner de l'Alma », Bothereau, Pinay, Mollet et Cie ne font jamais de politique, eux... A la vérité, ce que Guy Mollet et ses amis reprochent à la C.F.T.C., c'est de ne pas faire leur politique. On s'en est rendu compte lorsque cette centrale (de même que les autres organisations syndicales) a refusé de cautionner les projets de néo-« Troisième Force » chers à la S.F.I.O...

Quant à Force Ouvrière, il ne semble pas que les militants du P.S.U. y soient si influents qu'on le dit (ils sont plutôt à la C.G.T. et à la C.F.T.C.). Mais là encore, les syndicalo-molletistes enten-

dent s'opposer à tous ceux — y compris certains membres de la S.F.I.O. — qui mettent en cause une ligne sectaire, laquelle tend à stériliser l'action de F.O. dans les secteurs industriels et à introduire par ailleurs la division, comme lors de la récente grève des P. et T.

J'oubliais ! Cazelles a aussi parlé de la C.G.T. Il a dit : « Quant à la C.G.T., on ne peut la citer que pour mémoire puisque son asservissement au P.C. rend sa politisation conforme à ses principes. » Que la plus importante de nos centrales syndicales ne soit pas à l'abri de toute critique, soit ! Mais, tout de même, ne la citer « que pour mémoire »... D'ailleurs, Jean Mariage, responsable de la C.N.O. (Commission Nationale Ouvrière) déploie à la même conférence qu'il y ait encore des socialistes à la C.G.T. Pour-quoi pas ? Il y en a bien encore quelques-uns à la S.F.I.O. !

D'autre part, Mariage, qui est aussi secrétaire de la fédération F.O. des Chemi-

nots, n'y va pas avec le dos de la cuiller. Il a conclu en rappelant que « tous les problèmes économiques et sociaux ayant un aboutissement politique, c'est dans une perspective travailliste que nous devons nous orienter ».

On sait que le travaillisme n'est pas une formule adaptée à la situation française et que ses partisans à F.O. n'ont jamais rencontré le moindre succès. Cependant, Mariage a ajouté « qu'il convenait de ne pas forcer le cours des événements » : « Pour l'heure, a-t-il assuré, il suffit de faire entrer dans nos mémoires de travail une collaboration syndicale-partis constante et régulière à tous les niveaux. » Pour des gens qui nous reprochent de vouloir politiser les syndicats...

Contrairement à la gauche de papa, le P.S.U. propose aux syndicats de renoncer à un apolitisme hypocrite qui couvre parfois les pires compromissions, pour confrontation sur un pied d'égalité et après alliance avec l'ensemble des forces de gauche, seul moyen de sortir ce pays de l'impasse politique où il est engagé.

Jean Bosnec.

La démocratie en marche

NOUS avons relevé ici, en leur temps (« T.S. » du 24 février et du 24 mars), le détail des divers incidents qui opposent syndicalistes révolutionnaires et militants du P.C.F., les seconds interdisant aux premiers la distribution de leurs tracts devant les portes des usines. Nous avons signalé également l'initiative d'un assez grand nombre de responsables syndicaux protestant publiquement contre ces agissements antidémocratiques, puis réclamant de Benoit Frachon — qui désavouait sans désavouer tout en désavouant, dans « L'Humanité », les responsables des incidents — une concrétisation de son attitude : la mise au pas de l'appareil stalinien.

Exclu

Sans doute ne nous attendions-nous guère à un grand changement : la même semaine, la Fédération des Métaux C.G.T. ne rappelait-elle pas, tout en souhaitant « démasquer les buts véritables de ces divisions anti-ouvrières » que les militants s'étant solidarisés avec les syndicalistes révolutionnaires « verraient leur attitude soumise aux décisions des organismes statutairement élus ». Mais nous espérions tout de même.

En vain. On apprend aujourd'hui qu'un des signataires du manifeste « Pour une démocratie ouvrière », Salamero, militant C.G.T. des usines Dassault, à Bordeaux, a été exclu du syndicat. Ceci après une campagne de dénigrement systématique. Il l'a été dans la bonne vieille tradition stalinienne : sans qu'il lui soit possible d'exprimer, dans le bulletin des syndiqués ou devant une assemblée générale, les raisons qui le poussèrent à signer le fameux texte.

Frachon invité

Pour sa « défense », Salamero rappela que, militant depuis sept ans à la C.G.T., il avait toujours exprimé la même attitude, « les mêmes opinions surtout en ce qui concerne l'unité syndicale et la démocratie ouvrière ». On n'avait donc pas à s'étonner de sa position publique. Pourquoi avait-il signé le manifeste ? Parce que « ... toutes les tendances doivent pouvoir s'exprimer librement, parce que le respect de ces tendances est la condition indispensable pour réaliser l'unité ».

Cela, Salamero dut l'expliquer autrement que par les voies normales du syndicat puisque celui-ci lui interdit sa tribune. Au reproche d'une utilisation abusive de l'étiquette C.G.T., Salamero répondit clairement : « J'ai mis militant C.G.T., d'abord parce que c'est vrai et ensuite parce que nous avons voulu donner un caractère intersyndical à ce manifeste. Je précise que de très nombreux militants, et parmi les plus responsables, écrivent des articles dans des journaux non syndicaux en se prévalant de leur titre de responsables C.G.T. Que d'autres, bien connus, se présentent à des élections politiques et font suivre leurs noms de leurs titres syndicaux ». Procédé contestable pour l'un, non pour l'autre. Pourquoi ?

Une nouvelle fois, donc, une mesure arbitraire frappe un militant ouvrier dont le tort essentiel est de ne pas s'aligner sur les positions du P.C.F. A Bordeaux, des pétitions circulent, protestant contre cette décision. Un meeting doit avoir lieu et l'on songe à y inviter Benoit Frachon pour une mise au point nécessaire. Si l'on se réfère à la déclaration qu'il fit, nul doute n'est permis : Benoit Frachon se rendra à Bordeaux. Attendons la suite. Mais répons que nous ne pouvons accepter de telles pratiques, qu'elles font toujours suspecter la sincérité des avances « unitaires » du P.C.F. ou de la C.G.T.

Quant à la « déstalinisation » ? Parlons plutôt du thozéisme en France...

E. C.

Une mesure inadmissible !

Le mardi 22 mai, à 21 h., le Comité directeur du F.A.C. (Front d'action et de coordination des universitaires et intellectuels pour le rassemblement antifasciste) devait pour le rassemblement antifasciste devant se réunir, en réunion privée, dans une salle annexe de la Mutualité. Or les membres du Comité eurent la surprise de se voir interdits par la police l'entrée de la salle. « Tribune Socialiste » tient à manifester son indignation devant une telle mesure. Cette réunion avait en effet pour seul but d'envisager la solidarité des antifascistes avec la population algérienne, notamment l'envoi de médicaments aux victimes de l'O.A.S.



(A.D.P.)

Tulle... place Emile-Zola... mai 62 : « O.A.S. assassins »... « Appliquez le cessez-le-feu ».

LA SOLIDARITÉ C'EST AUSSI UN PROBLÈME POLITIQUE

PARCE qu'il faut apporter une aide immédiate aux populations musulmanes d'Alger et d'Oran cruellement éprouvées par un racisme stupide, nous avons décidé de lancer un appel à la solidarité matérielle en faveur de ces hommes et de ces femmes atrocement persécutés.

Nous n'oublions pas cependant que cette aide — si importante soit-elle — ne résoudra pas pour autant le problème qui, avant tout, est politique.

Nous appelons nos militants, nos lecteurs, à poursuivre inlassablement leur action pour que la Révolution algérienne puisse se développer sans entraves, pour que tous les prisonniers algériens soient enfin libérés, pour que les peines de tous les anti-colonialistes français soient effacées. Nous continuerons aussi, à travers

cette campagne, à mettre tout en œuvre pour que soient châtiés les assassins de Maurice Audin, les tortionnaires des deux Djamilia et — derniers, mais non des moindres — les criminels de l'O.A.S. avec, en tête, Jouhaud et Salan.

Nous avons dit que ce serait une bataille difficile. Après l'interdiction du meeting qui devait rassembler divers mouvements antifascistes à la Mutualité, le 15 mai dernier, après les arrestations d'insoumis opérées ces jours-ci, l'expérience confirme nos prévisions.

Mais cela montre également combien le Pouvoir redoute l'ampleur que pourrait prendre notre action. La façade démocratique qu'il est contraint de se donner nous laisse bien des possibilités...

Pourrait-on se permettre d'arrêter ceux qui lanceraient pour l'opinion française et mondiale un nouveau « Manifeste des 121 » ? Non, n'est-ce pas !

Pourrait-on empêcher des travailleurs de se mettre en grève pour que Bonnaud et Ohrant retrouvent leur liberté et leurs droits ? Pour que — au besoin par la remise des pouvoirs de police à l'ALN. — la carence du service d'ordre cesse à Alger et Oran ? Non, n'est-ce pas ?

Alors ?

Qu'on ne vienne pas nous dire que tout cela n'ira pas bien loin. Pouvons-nous d'abord notre caillou. Nous verrons bien ensuite s'il déclenche une avalanche...

Albert Roux.

P. et T.

DANS le cadre de l'agitation sociale actuelle, un secteur se trouve particulièrement sensibilisé : les P. et T.

Le 16 mai, les travailleurs de cette corporation ont débrayé, répondant à l'appel de la C.G.T., C.F.T.C., Fédération autonome, Fédération des Télécommunications (F.N.T.). Pour la région parisienne, la section régionale F.O. des services postaux s'était jointe au mouvement.

Le malaise dans cette branche de la Fonction publique tient à plusieurs raisons : comme partout ailleurs, la baisse du pouvoir d'achat est durement ressentie. S'ajoutent à cela des considérations particulières aux P. et T. :

— Mauvaises conditions de travail en ce qui concerne les horaires, les cadences, les locaux ;

— Personnel nettement insuffisant, ce point étant d'ailleurs admis par tout le monde, y compris le gouvernement, et ce depuis plusieurs années sans que pour autant le remède bien simple et qui consiste à recruter les unités suffisantes y soit apporté ;

— Enfin, les propositions gouvernementales concernant les catégories C et D (catégories les plus nombreuses aux P. et T.) qui constituent un véritable défi et qui aggravent un peu plus le chaos dans lequel végète le personnel de cette Administration.

Il s'agit là de revendications immédiates qui mobilisent le personnel mais il faut dire que le problème « P. et T. » restera posé aussi bien en ce qui concerne le fonctionnement de ce service que les revendications du personnel, tant que l'on ne considérera pas les P. et T. comme un service public à caractère industriel et commercial devant être géré comme tel, avec son propre budget. C'est là un sujet particulièrement intéressant sur lequel nous aurons d'ailleurs l'occasion de revenir dans un de nos prochains numéros.

Jean Pavillons.

Vient de paraître !...

LE NOUVEL ATLAS MONDIAL 1962

Pour 13 NF seulement p. mois (12 versements)

Recevez immédiatement franco de port à domicile le « Nouvel Atlas Mondial », nouvelle édition 1962 complète à ce jour. Le Monde entier sous tous ses aspects : Géographie - Economie - Divisions politiques - Climats - Géologie - Religions

Plus de 500 cartes en 10 à 14 couleurs et plus de 500 photographies. Nouveau format 21 X 28, pratique et maniable. Reliure somptueuse en plastique cuir rouge avec fers spéciaux or. Répertoire géant de plus de 100.000 noms. **Avantage appréciable :** Le « Nouvel Atlas Mondial 1962 » ne vieillira jamais. Pour la première fois, un système de reliure mobile permet et vous garantit une mise à jour permanente. Chaque carte est interchangeable. En cas de modifications, il vous suffira de remplacer la carte caduque par la nouvelle corrigée et livrée automatiquement par nos soins. Pour vous et vos enfants, l'« Atlas Mondial » sera toujours le reflet fidèle de l'Univers.

BULLETIN-REPONSE à adresser à Service Littéraire
71, rue des Saints-Pères, PARIS (6^e)

Veillez m'adresser immédiatement franco de port à domicile le « Nouvel Atlas Mondial 1962 » complet et à jour en un volume que je réglerai après livraison :

— 13 NF par mois (12 versements) ou
— 139,50 NF au comptant TTC (un ou trois versements sans frais) (1).

Nom et prénoms (en capitales)

Profession

Adresse

N° de C.C.P. ou bancaire

Signature :

(1) Rayer la mention inutile.

LA COMMUNE, vue à trave

A l'occasion du 91^e anniversaire de la Commune de Paris, Tribune Socialiste a choisi d'évoquer l'épopée de la « Première Révolution socialiste du monde » sous un angle particulier mais fort significatif : ses journaux. Nous reproduisons ici des passages d'un ouvrage de Jean-Pierre Biondi sur la « Presse parisienne sous la Commune de 1871 ».

NUL ne conteste plus aujourd'hui le rôle direct joué par la presse révolutionnaire sous la Commune, ni la contribution de celle-ci à l'orientation des esprits grâce à l'influence de fortes personnalités du journalisme. Pour l'Histoire, parallèlement à ce rôle « moteur », si l'on peut dire, la presse communarde demeure une extraordinaire chronique du temps et un témoignage de première valeur. Par elle, nous partons à la découverte de ces révolutionnaires parisiens dont l'âme est inscrite en filigrane dans les colonnes des journaux populaires.

« L'Histoire ne se fait pas sans la presse », a-t-on dit. Et cela est vrai pour la Commune comme, plus près de nous, pour la Résistance qu'on peut lui comparer sur plus d'un point. Son héroïsme et ses colères, ses erreurs politiques et ses rêves humanitaires et universels, Belleville et Satory, Varlin et Pourville, Vermorel et Pyat, Flourens, Delescluze et les Proscrits forment un tout, malgré ou à cause même du choix des perspectives : qu'on se place dans la perspective marxiste pour laquelle la Commune n'est qu'une phase de la conquête du pouvoir par le prolétariat, ou bien dans la perspective

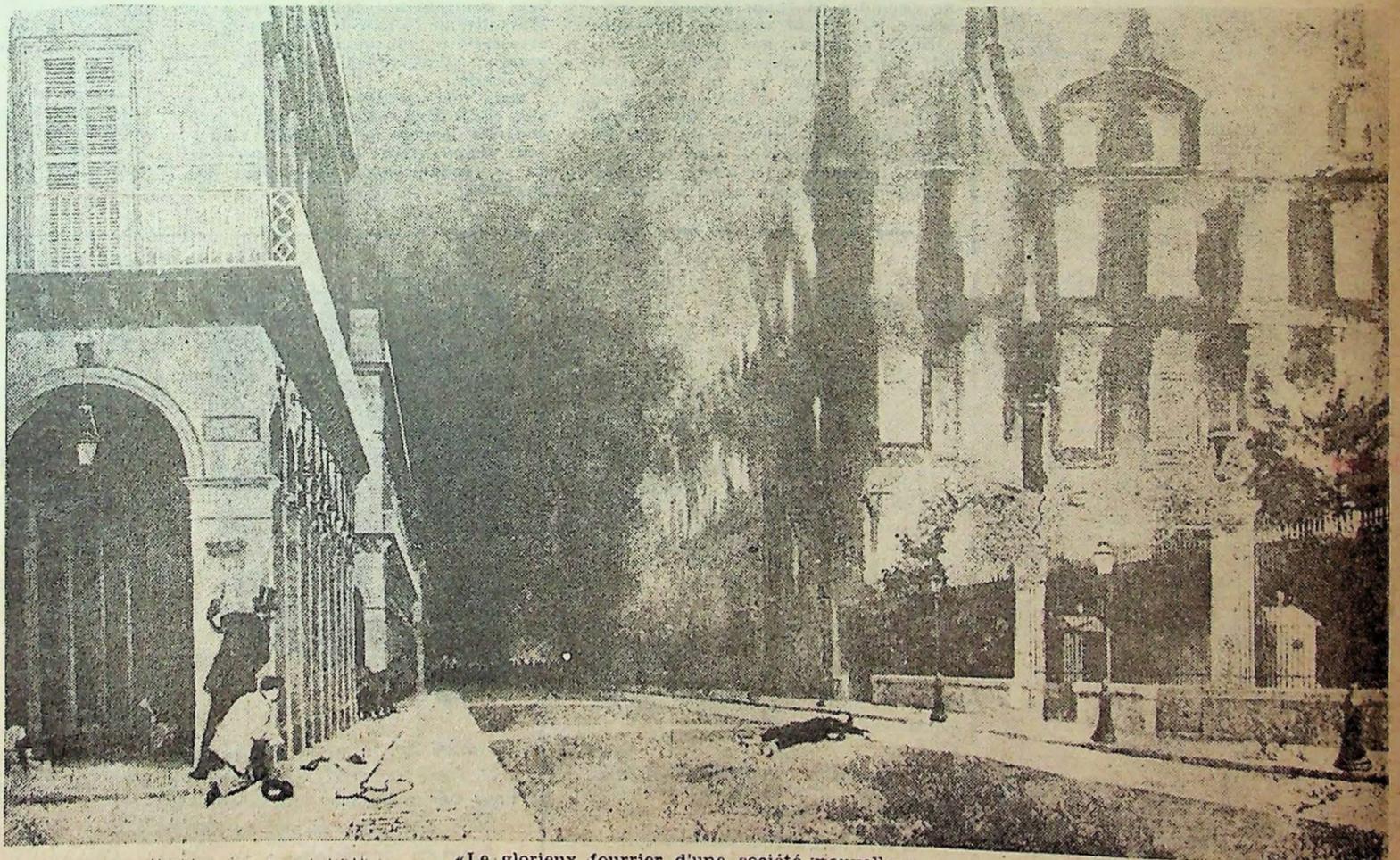
républicaine : assurer l'établissement de la République contre les « Ruraux » de l'Assemblée, ou bien encore dans la perspective patriotique : le gouvernement a trop facilement accepté l'armistice, qu'on se situe dans la perspective révolutionnaire traditionnelle du jacobinisme autoritaire et des centralisateurs blanquistes ou dans la perspective proudhonienne des fédéralistes et des mutualistes préoccupés par la conquête des franchises municipales. Assurément, la Commune reflète tout cela. Mais de l'enchâssement même des faits et des doctrines, de la complexité des événements, dont rend compte la presse de l'époque, finit par se dégager un enseignement brûlant, par jaillir une signification claire pour les générations à venir.

L'influence sur le pouvoir

GEORGES BOURGIN a dit : « Chaque régime a la presse qui lui convient, comme, inversement, tout système de presse a le gouvernement qui s'adapte le mieux à elle. »

Juste retour des choses, les hommes et les feuilles de la presse d'opposition qui, sous l'Empire et la Défense nationale, s'étaient vus traqués ou sourdement combattus allaient à leur tour jouer un rôle auprès du pouvoir établi le 18 mars 1871. Des socialistes comme Longuet, Vermorel, Vallès allaient tenir une place de premier plan du fait de leur double qualité de journalistes et de membres de la Commune.

Il était d'autant plus nécessaire pour la Commune de s'assurer le concours d'une partie de la presse que les récents progrès techniques en matière d'imprimerie garantissaient aux journaux une diffusion et un rayonnement dans l'opinion proportionnels à leur tirage. La transformation économique du journal avait, en effet, rendu possible l'ère de la presse à bon marché, entraînant par sa pénétration dans les masses une évolution politique indéniable. Enfin, l'invention du mécanisme des presses rotatives par Marinoni, en 1867, avait parachevé la transformation de la presse périodique puisque aussi bien en matière de presse, il n'est pas de révolution technique sans prolongement politique. Le journal à un et deux sous, qui



« Le glorieux fourrier d'une société nouvelle ».

(Archives)

Quelques dates-clés

- 28 septembre 1864 : Fondation à Londres, en présence de Karl Marx, de la Première Internationale.
- 19 juillet 1870 : Guerre franco-allemande.
- 2 septembre : Défaite de Napoléon III à Sedan.
- 4 septembre : Proclamation de la III^e République.
- 31 octobre : Première journée populaire à Paris contre la reddition.
- 22 janvier 1871 : Deuxième journée d'émeute. L'armée tire devant l'Hôtel de Ville.
- 29 janvier : Capitulation de la France.
- 18 mars : La Commune est proclamée par le peuple de Paris.
- 26 mars : Elections à la Commune.
- 21-28 mai : Entrée des « Versaillais » dans Paris. La « Semaine sanglante ».

Jules Vallès

Fils d'un professeur du collège du Puy. C'est une des plus grandes plumes de la Commune. Ses articles dans « Le Cri du Peuple » sont autant de poèmes en prose, avec pour toile de fond le grand souffle de l'actualité. Il a été, par son action d'écrivain incomparable, l'un des principaux instigateurs de la Révolution communard.

Élu du XV^e arrondissement à la Commune, il est membre de la Commission de l'Enseignement qu'il marque par la hardiesse des réformes

qu'il envisage et qu'il n'aura pas le temps de mettre en pratique.

Pendant la « semaine sanglante », il commande le 191^e bataillon de la Garde nationale et combat jusqu'à la dernière minute. Il parvient miraculeusement à s'échapper à Londres. Amnistié en 1880, il passe les cinq dernières années de sa vie à glorifier et à réhabiliter dans ses œuvres (« L'Insurgé » et des centaines d'articles) l'« Immortelle Commune de Paris ».

rs ses journaux...

s'adressait à tous ceux qui savaient lire, ne pouvait d'ailleurs mieux trouver de facilité d'extension que sous la Commune. Rossel, le chef militaire de la Commune, avait immédiatement compris la puissance de la presse et cherché à l'utiliser. Ses relations avec le « Père Duchêne » (60.000 exemplaires) avaient en pour origine ce besoin réciproque de renseignements d'une part, de publicité de l'autre.

En outre, nombre de membres de la Commune et d'amis intimes de ceux-ci étaient ou avaient été eux-mêmes directeurs politiques, rédacteurs en chef, collaborateurs ou gérants de journaux fort connus. Quel était le révolutionnaire de l'Hôtel de Ville qui n'avait pas, au cours de sa vie militante, écrit dans la presse d'opposition sous Napoléon III ou pendant le siège ? Arnaud avait collaboré à « La Marseillaise », Jean-Baptiste Clément au « Cri du Peuple », Cluseret au « Rappel », Cournet et Delescluze au « Réveil », Dereure, le cordonnier, était gérant de « La Marseillaise » dont Benoit Malon était correspondant au moment des grèves du Creusot. Rigault, Flourens et Tridon écrivaient régulièrement dans le journal de Blanqui, « La Patrie en Danger », etc. On imagine aussi sans peine l'emprise des journaux de l'Internationale comme « La Révolution sociale et politique », ou « La République des Travailleurs », porte-parole des sections sur des socialistes organisés comme Frankel, Varlin, Theisz, Avrial, Camélinat, Clémence, Langevin.

Le contenu de certains éditoriaux ou articles confirme d'ailleurs que la Presse de la Commune avait conscience de son influence sur les actes des membres de l'Hôtel de Ville et prenait à cœur son rôle politique.

C'est « La Sociale » qui réclame la sortie du 2 avril contre les troupes de Versailles, « Le Mot de l'Ordre » du 7 avril, qui exige la publicité immédiate des séances de la Commune, décidée quatre jours plus tard, « Le Père Duchêne » qui fut, quant à lui, à l'origine de mesures telles que l'arrestation de Chaudey et la création du Comité de Salut public. Ainsi, les journaux révolutionnaires entendaient-ils être des intermédiaires indispensables entre la volonté des masses et la direction du mouvement.

L'éducation des masses

MAIS là ne s'arrêtait pas leur ambition. Ces journaux avaient avant tout pour but de contribuer à façonner l'opinion, d'élever le niveau politique des citoyens en les éduquant. Et il est bien vrai qu'un éditorial de Rochefort, « La Coqueluche de Belleville », par exemple, faisait plus d'effet dans Paris que tel décret de la Commune. Le style éclatant de Vallès, d'un lyrisme propre à enlever les foules, marquait davantage que bien des propositions de membres obscurs de l'Hôtel de Ville. L'enthousiasme d'André Léo, la foi de Maroteau, entretenaient mieux le moral des Communards que les textes platement rassurants que la Commune passait à l'« Officiel ».

Si cette presse de combat a eu tant d'in-

fluence, c'est bien parce qu'elle demeurait en toutes circonstances en étroite liaison avec les masses. Car pour les ouvriers parisiens, lutter contre Versailles, c'était mener un combat de classe, ainsi que le prouvent des journaux de clubs ou de sections comme « Bulletin Communal », « Le Fédéré des Batignolles », « L'Ouvrier de l'Avenir », « Le Proletaire » et toute une extraordinaire floraison de proclamations, de comptes rendus, d'appels, de lettres, de feuilles éphémères, qui passaient de main en main, atteignant souvent des chiffres de diffusion impressionnants.

Nous sommes loin, on le voit, des conceptions journalistiques bourgeoises énoncées à la même époque par l'honorable Villermessant, ci-devant directeur du « Figaro » : « le but du journal n'est pas de soutenir l'homme dans la vie, ni de l'entraîner à juger sainement, mais d'être un dérivatif... » Ainsi, pas de danger, bien sûr, qu'il jasse la Révolution !

On comprend mieux, alors, la popularité de la presse communarde, et la crainte et la haine — les deux vont de pair — que ces journaux entretenaient, par leur succès, dans le cœur et l'esprit du gouvernement versaillais. « La Vérité » du 15 avril écrivait :

« Pourquoi le gouvernement a-t-il saisi, supprimé les journaux de Paris ? Cet acharnement s'explique par la seule peur que la lumière se fasse. La presse aurait peut-être instruit les provinces des tendances de la population parisienne, de ses besoins et de ses aspirations. »

Paris au printemps 71

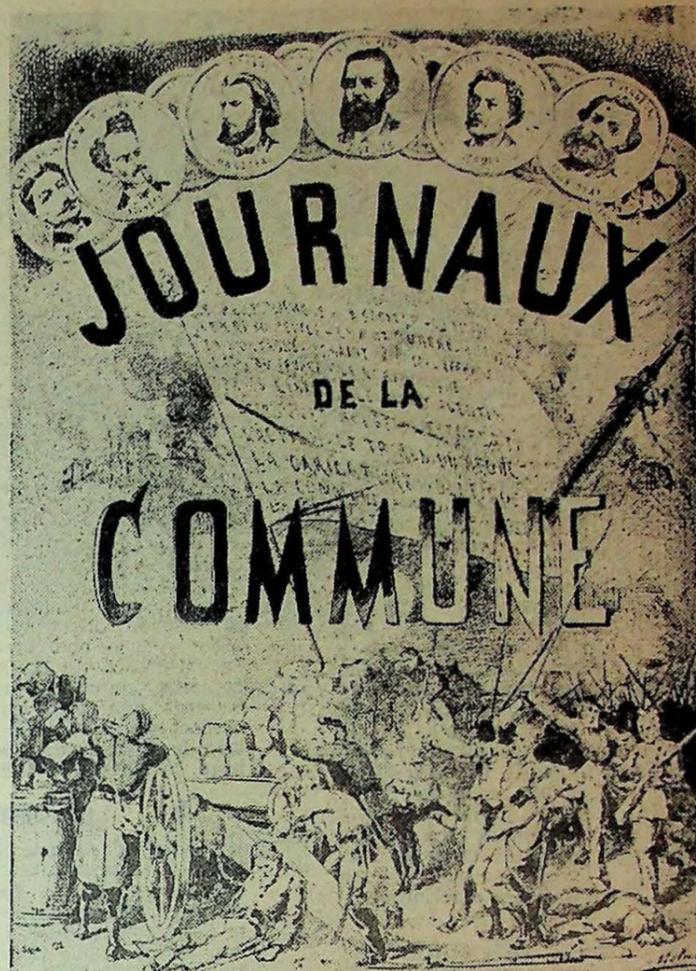
MAIS le journal témoigne autant qu'il informe. C'est dans les journaux qu'on trouve l'Histoire véritable de la Commune, c'est grâce à eux qu'on peut reconstituer la vie de ce Paris révolutionnaire sur lequel étaient braqués les yeux du monde.

Où était-elle donc cette capitale « terrorisée par les Rouges » comme tendait à le faire croire la presse bien pensante ? Le 20 mars, deux jours après la prise du pouvoir, par les Communards, « L'Electeur Libre », journal bourgeois, annonçait : « L'ouverture des cours du 2^e semestre de la Faculté de Médecine aura lieu le 27 mars ». Ainsi la vie continuait-elle normalement. Quelques lignes plus bas on pouvait aussi lire dans le même journal : « L'or bonapartiste est versé à pleines mains. Au lieu de 1 franc 50, il est alloué aux gardes nationaux qui sont embrigadés 6 francs par jour ».

Voilà ce que publiait à Paris un journal de droite sous la Commune ! Cela a d'ailleurs un certain sel quand on sait que ce sont les maréchaux et généraux de l'Empire, les Mac-Mahon, les Canrobert, les Galiffet qui ont écrasé la Commune dans le sang. Il est vrai qu'il était plus facile de massacrer les ouvriers parisiens et leur famille que de vaincre l'Armée prussienne...

Et maintenant, suivons un peu Lissagaray, autre journaliste et historien de la Commune, à travers le Paris révolté :

« Les camelots assourdissants crient les noms des journaux, « Le Cri du Peuple »



(Archives)

tiré à 100.000 exemplaires. C'est le premier levé, il chante avec le coq. « La Commune » est le journal doctrinaire où Millières écrit quelquefois, où Georges Duchêne secoue les jeunes et les vieux de l'Hôtel de Ville. Aux kiosques, voici les caricatures : Thiers, Picard, Jules Favre sous la figure des Trois Grâces, enlaçant leur ventripotence. Une trentaine de journaux versaillais ont été interdits par la Préfecture de police ; ils n'en sont pas morts, un camelot très peu mystérieux nous les offre... Cherchez, trouvez un appel au meurtre dans les journaux communaux chauffés par la bataille, et comparez maintenant avec les feuilles versaillaises qui demandent la fusillade en masse dès que les troupes auront vaincu Paris... »

Cette « fusillade en masse » appelée par les ennemis du peuple ne se fera pas attendre.

Le 21 mai, un agent versaillais, profitant d'un moment d'inattention des Communards ouvre, au Point du Jour, les portes de Paris aux soldats de Thiers. C'est le début de la semaine sanglante... Mais aujourd'hui, la Commune conserve, par ses journaux, son véritable visage : celui d'une guerre sociale, celle du Travail contre le Capital, du Proletariat contre la Bourgeoisie, comme le soulignait Marx dans « La guerre civile en France » (adresse du Conseil Général de l'Internationale des Travailleurs à tous les membres de l'Association en Europe et aux Etats-Unis), publiée dès le 30 mai 1871, deux jours après le massacre du Mur des Fédérés :

« Le Paris ouvrier, avec sa Commune, sera célébré à jamais comme le glorieux fourrier d'une société nouvelle. Ses martyrs sont enclos dans le grand cœur de la classe ouvrière. Ses exterminateurs, l'Histoire les a déjà cloués à un pilori éternel, duquel toutes les prières de leurs prêtres n'arriveront pas à les racheter. »

Charles Longuet

Fils d'un marchand de bas, il est né à Caen en 1839. « Ce fut un Gringoire journaliste, écrit Dehion, toujours pauvre, plus que pauvre : misérable... » Etudiant en Droit, il mène de 1864 à 1870 la vie mouvementée d'un militant au Quartier Latin. Cet avocat en herbe ne parut jamais à la barre des tribunaux que comme prévenu pour ses articles dans les journaux « chers à la Jeunesse des Ecoles » : « Les Ecoles de France », « La Rive Gauche », etc. Premier exil à Bruxelles, puis empri-

sonné à Sainte-Pélagie où il approfondit l'œuvre de Proudhon. Il assiste en 1868 au 3^e congrès de l'Internationale.

Quand la guerre éclate, il prend le commandement du 248^e Bataillon de la Garde Nationale, avec lequel, le 18 mars, il s'emparera du Luxembourg. La Commune en fait le délégué au « Journal Officiel ». Après la « Semaine sanglante », il se réfugie à Londres, où il épousera la fille de Marx, Jenny.

Auguste Vermorel

Fils d'un instituteur. Né en 1841, à Denicé, dans le Rhône. Etudiant en droit et proudhonien comme Longuet et Vallès. Après d'obscurs débuts littéraires, il se lance dans le journalisme de combat et fait connaissance avec la prison. Il adhère dès 1864 à la première Internationale.

En 1866, il publie son premier journal, « Le Courrier Français », dont Marx dit : « C'est le seul journal politique en France où un socialiste qui se respecte puisse écrire. » Cela lui vaut d'ailleurs de retourner à Sainte-Pélagie...

Elu du XVIII^e arrondissement à la Commune, il est membre de la Commission de Justice, puis de la Commission d'exécution, tout en dirigeant successivement deux journaux : « L'Ordre » et « L'Ami du Peuple ».

Pendant la « semaine sanglante », il se bat comme un lion et tombe à la barricade du Château-d'Eau. Il n'a pas encore trente ans.

« Il tenait de Robespierre, moins la solennité », a dit de lui Morel.

IV. - Institutions politiques...

Cependant, unir n'est pas nécessairement unifier et pour élaborer, mettre en œuvre et contrôler les règles et la politique communes de la Communauté, l'Europe des Six devait être dotée d'un système institutionnel dont les traits saillants sont d'inspiration fédérale. Il a été institué une Commission exécutive, soumise à un contrôle parlementaire et juridictionnel, agissant en étroite coopération avec un Conseil des ministres où sont représentés les six gouvernements.

LA COMMISSION EXECUTIVE du Marché commun, installée à Bruxelles, est composée de 9 membres (2 Français, 2 Allemands, 2 Italiens, 1 Hollandais, 1 Belge, 1 Luxembourgeois), qui sont totalement indépendants des Etats de la Communauté. Ils sont désignés pour 4 ans. Il leur est interdit d'accepter des instructions de leur pays d'origine. Nommés par l'ensemble des gouvernements, ils sont exclusivement responsables devant l'Assemblée parlementaire européenne. L'Exécutif est collectivement responsable de ses décisions, qu'il prend à la majorité simple. C'est essentiellement un organe communautaire qui favorise l'accord entre les six Etats et garantit ainsi les possibilités d'action commune.

LE CONSEIL DES MINISTRES, composé d'un représentant de chaque gouvernement, est dans la plupart des cas l'organe de décision de la Communauté. C'est aussi une institution de caractère communautaire puisque, à la différence des organisations internationales, ses décisions sont prises de plus en plus à la majorité pon-

dérée, ce qui empêche qu'un seul pays n'oppose son veto.

L'ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE EUROPEENNE comprend 112 membres qui ont été choisis dans les Parlements nationaux : 33 pour l'Allemagne fédérale, la France et l'Italie ; 14 pour les Pays-Bas et la Belgique ; 6 pour le Luxembourg. Il est prévu dans le traité qu'elle pourra être élue au suffrage universel. C'est en fait l'embryon d'un futur Parlement européen. Elle a le pouvoir de renverser, par le vote d'une motion de censure, l'Exécutif de la Communauté. Elle peut poser des questions auxquelles l'Exécutif a le devoir de répondre. Elle doit être consultée dans la plupart des cas où la Communauté se propose d'agir. Ses membres sont répartis en trois groupes politiques : libéral, démocrate-chrétien, socialiste.

Ainsi que les gouvernements, les institutions communautaires sont assujetties au contrôle de la COUR DE JUSTICE de la Communauté, composée de sept juges et de deux avocats généraux, qui assure le respect du droit dans l'interprétation des traités sur le Marché commun, la C.E.C.A. et l'Euratom.

V ...et financières

Soutenant l'action de ces institutions communautaires, quelques organismes, tels la Banque Européenne d'Investissement (B.E.I.), le Comité Monétaire, le Fonds Social Européen, le Comité de Politique Conjoncturelle et le Fonds de Développement Outre-Mer, servent plus particulièrement à l'application précise de la politique commune définie dans les différents domaines économiques.

Le B.E.I. est l'un des instruments essentiels de la politique économique de la Communauté.

Son action s'effectue en étroite liaison avec l'Exécutif. Elle a accordé ses premiers prêts pour contribuer au développement des régions défavorisées. Elle intervient dans les grandes industries, les transports et l'agriculture. Ses interventions ont actuellement porté sur un montant de 120,5 millions de dollars, ce qui représente une masse d'investissements de près de 930 millions de dollars (soit : 4,41 milliards de NF, les prêts sont en effet complémentaires et ne couvrent en moyenne que 14 p. 100 du coût total des projets).

Le Comité Monétaire examine périodiquement la situation des pays de la Communauté pour s'assurer que les progrès de la libération des échanges de marchandises et de services ne seront pas remis en cause par des difficultés d'ordre monétaire. Il s'efforce, d'autre part, de provoquer un rapprochement des différentes politiques monétaires des Etats membres vis-à-vis des pays tiers.

Le Fonds Social Européen, mis en œuvre en 1960, est chargé de promouvoir à l'intérieur de la Communauté les facilités d'emploi ainsi que la mobilité géographique et professionnelle des travailleurs. Ce Fonds permet le remboursement de la moitié des dépenses consacrées, par un pays ou un organisme de droit public, à la réadaptation de la main-d'œuvre ; il contribue à la réinstallation des travailleurs en chômage et au maintien du même niveau de rémunération pour les travailleurs touchés par la reconversion en attendant d'être réemployé définitivement.

Le Comité de Politique Conjoncturelle est destiné à programmer l'évolution économique et à pallier les crises économiques.

Le Fonds de Développement a pour objet de financer les investissements économiques et sociaux dans les pays d'outre-mer.

Par le jeu des institutions en place, les pays membres de la Communauté économique européenne devraient faire plus qu'additionner leurs potentiels économiques. L'unification des divers marchés, les politiques économiques concertées non seulement dans le domaine industriel, mais aussi dans les domaines agricole, social, fiscal, etc., devraient provoquer une prospérité croissante au sein de la Communauté. La raison d'être du Marché commun devrait être en effet de maintenir l'expansion de la production à un rythme plus rapide que celui qui aurait été permis à chacun des Six pris isolément. Dans cette perspective, on envisage une augmentation annuelle de 4 p. 100 à 5 p. 100 du produit national brut.

Pourtant ces perspectives alléchantes qui sont couramment annoncées dans la presse officielle pourraient n'être qu'un miroir aux alouettes. Si l'on perçoit dès l'abord les avantages considérables de production et la marge accrue de profit qui s'offre ainsi dès maintenant aux patrons français et européens, on discerne moins bien les améliorations que le Marché commun pourra apporter aux travailleurs français, car il ne suffit pas de savoir que l'union provoquera des bénéfices accrus : il faudrait aussi connaître la manière dont ceux-ci seront répartis.

La première partie de cette note de documentation a été publiée dans le n° 101 de « T.S. ».

Le billet de Jean Binot :

A la troisième personne

Il est décidément unique. Non seulement la providence l'a doué du génie politique, du génie diplomatique et du génie tout court, mais, de surcroît, elle l'a pourvu de la plus rare, de la plus suave délicatesse.

Ainsi, depuis son dernier numéro élyséen, on sait ce qu'il craint, lui disparu, c'est le trop-plein et non le vide. — Mais, riez donc !

Ce trop-plein, naturellement, c'est vous et moi — c'est ce peuple français qu'il s'imagine, trois fois pour toutes, avoir réduit à répondre oui au commandement, qui serait capable de se ressaisir et qui oserait du coup ressaisir sa destinée ! Inconcevable et inadmissible, n'est-ce pas ?

En vérité, ce mépris ne vient pas de si haut. Il ne vient que d'un seul, et qui, par ce mépris qu'il voue au peuple, se juge lui-même.

Qui parlant de lui dit simplement « le général de Gaulle ». Car le « je » et le « moi » — c'est bien connu — sont hâssables.

DIALOGUE OU MONOLOGUE ?

Selon les termes du décret qui fixait ses attributions, le Haut-Comité de la Jeunesse devait, dès sa création, inspirer, à l'échelon gouvernemental et des départements ministériels, « une prise de conscience des besoins de la jeunesse grâce au dialogue instauré en son conseil entre des représentants du pouvoir exécutif et des institutions d'éducation populaire ».

Ce programme, jusque-là, n'a pas été réalisé : le plus souvent, chaque session ignorait l'essentiel, ou hors de l'essentiel, le dialogue ressemblait fort à un monologue. Les représentants des mouvements avaient vaguement conscience du rôle de prisonniers qu'on leur faisait jouer — mais il leur semblait qu'après tout, leur présence pouvait limiter les risques que leur absence aurait fait courir à leurs organisations.

En fait, il semble qu'une nouvelle étape se dessine et le dernier avatar du Haut-Comité illustre le sens qu'il faut donner aux programmes « libéraux » du pouvoir.

Il s'agissait d'associer les représentants de la F.N.E.F., de la Fédération nationale des Associations d'Elèves des Grandes Ecoles, de la Ligue française des Auberges de la Jeunesse aux « travaux » du Haut-Co-

mité. Implicitement, on voulait donc leur accorder la représentativité qu'ils n'ont pas. Mais de plus, et surtout, par ce biais, on menait à son terme l'opération anti-U.N.E.F. entreprise depuis quelque temps.

Que le chantage devienne ainsi institution d'Etat (car la F.N.E.F. fut bel et bien créée pour atteindre l'U.N.E.F., après la reprise des relations avec l'U.G.E.M.A.) que les scissionnistes, pourvu qu'ils soient progouvernementaux (car la Ligue française des Auberges de la Jeunesse rompit avec la F.N.A.J. sans motif. La Fédération nationale des Auberges de la Jeunesse n'avait-elle pas, précisément pour ne pas provoquer de scission, refusé de prendre publiquement position sur la question de la laïcité ?) soient ainsi récompensés, n'est-ce pas la démonstration éclatante de la duplicité gouvernementale ?

La motion finale du dernier congrès de l'U.N.E.F. démontrait son souci (discutable) de ne pas engager une lutte directe contre la F.N.E.F. On laissait d'ailleurs espérer, en haut lieu, une normalisation des rapports et le prochain rétablissement des subventions. Après la tentative de M. Herzog de placer ses pouvoirs, on voit bien que la conciliation n'est pas possible.

Au reporter du Monde, M. Herzog a expliqué qu'il lui fallait témoigner de « réalisme » « ...en faisant entrer au Haut-Comité toutes les organisations ayant une certaine importance et quelle que soit leur orientation ».

On nous permettra de dire notre stupéfaction : tout le monde sait comment et grâce à qui, grâce à quoi, la F.N.E.F. s'est formée. Il suffirait, somme toute, qu'on provoque, chaque fois qu'un mouvement subventionné témoigne son opposition au gouvernement, il suffirait, dis-je :

- 1) de lui supprimer ses subventions ;
- 2) de provoquer une scission ;
- 3) de « reconnaître la représentativité » des scissionnistes, pour ainsi, et à la longue, trouver enfin des « interlocuteurs valables ». Toujours le monologue !

Cette fois, le bluff a échoué. L'U.N.E.F., suivie d'autres mouvements, a refusé la manœuvre. Le pouvoir-qui-ne-recule-jamais a reculé. La réunion du Haut-Comité a été ajournée. Les mouvements rassemblés au sein du G.E.R.O.J.E.P. ont, à cet égard, une leçon à tirer de cet événement.

Emile Copermann

...au jour ...le jour !

tes, lui donnant des marques d'admiration de plus en plus vives.

Le maire d'un village du Lot devient lyrique. Il dit :

« Vous seul, Monsieur le président, pouvez rendre l'espérance à notre monde rural parce que ces hommes rudes (les paysans) savent que la misère des humbles ne vous laisse jamais insensible. Ils ont confiance en vous. »

Au pied du président, juché sur une estrade, se tenaient les hommes rudes.

Ils eurent l'impression que la misère des humbles ne laissait pas le président insensible : il leur a dit, tout à coup :

« Je vous ai compris. »

Vendredi 18

PARIS : Cinq à la une

Cinq ministres M.R.P. ont répudié le général de Gaulle.

Motif : L'Europe des patries.

Pour eux, l'Europe formera un tout dans lequel s'effaceront les frontières, les différences entre les régimes et les coutumes.

Ce qu'ils souhaitent : les Etats-Unis d'Europe.

C'est-à-dire : l'Europe unie sous la protection — ou avec l'assistance — des Etats-Unis d'Amérique.

M. Kennedy trouvant de Gaulle « acrimonieux » — de Gaulle soutenant toujours l'Europe des patries — les ministres M.R.P. sont partis.

Reste de Gaulle.

On peut cependant se demander si l'excès de son personnage ne provient pas, justement, de l'excès d'isolement dans lequel l'ont enfermé les événements et si sa véritable nature n'est pas celle d'un homme simple :

« Pour un profane comme moi, tout cela donne l'impression d'être très complet, très sérieux, tout à fait... avouait-il ces jours derniers au directeur de l'Ecole d'ap-

prentissage des Travaux publics d'Égletons, qui lui montrait l'installation du chauffage central.

Il semble que l'air de la campagne lui profite. Il se détend davantage. Il retrouve sa spontanéité. Il s'écrie, par exemple, au détour d'une route :

« Vive Saint-Hippolyte et les communes voisines ! »

Or, les communes sont désertées depuis vingt ans. Les maisons tombent en ruines. Peu de monde sur les routes. La solitude...

Le président n'ose pas nous quitter. Et pourtant, il le désire. Aidez-le !

Samedi 19

Charente : Une expérience

Un habitant de la Charente s'ennuyait au village. Pour se désennuyer, il construisit un petit poste émetteur.

Pour s'amuser, il imagina des émissions à jours et à heures fixes où la vie du village serait évoquée dans un courrier d'auditeurs.

Vingt personnes, puis cent, puis trois cents, et finalement toute la petite ville écoutaient l'émission.

Survinrent des inspecteurs de la Radio-Télévision française. Les émissions devinrent des émissions pirates.

L'animateur de ce poste minuscule devint un concurrent.

1) Un concurrent dangereux puisque écouté.

Puisque non discuté par les auditeurs pour lesquels il écrit, travaille et construit.

Écouté pourquoi ?

Parce qu'il leur parle de ce qui les préoccupe.

Et non de ce qui préoccupe le gouvernement.

C'est-à-dire : l'appui des auditeurs, l'appui des votants, l'appui des « masses ».

Quand le pays délègue à sa tête un gouvernement qui le représente totalement, ce gouvernement n'éprouve pas le besoin de faire des confidences à tous ceux qui l'ont désigné. Il les écoute, au contraire. Il les aide à préciser leurs désirs qu'il lui revient ensuite d'accomplir.

Dès qu'un gouvernement, dès que le chef d'un gouvernement, entretient le peuple des problèmes de sa succession, c'est qu'il se sent dépassé par son mandat et qu'il désire le quitter.

Ce n'est plus dès lors le problème de sa succession qui se pose. Mais celui de sa capacité.

2) Il serait (peut-être) utile de retenir l'expérience de cet habitant de la Charente dans le cas où tous les moyens d'expression nous seraient refusés. Par la consultation inopinée du pays. Sous la forme du référendum, par exemple.

Bernard Cornille.

Le pouvoir franquiste et les grèves

LES informations qui nous parviennent ces jours-ci d'Espagne montrent que la situation reste très fluide : durcissement par endroits, retour au travail, après succès, dans d'autres. Sur le front des grèves, la situation ne cesse d'évoluer et il est vain — à ce jour — de vouloir tirer des conclusions hâtives.

Ce qui reste important, en revanche, ce sont les diverses réactions que ces grèves continuent de provoquer. De ce point de vue, il devient impossible au gouvernement franquiste de maquiller l'importance du mouvement.

Ceci est une première victoire. Décisive.

Les forces en présence

Nous essaierons, la semaine prochaine, dans le cadre d'une double page spéciale, d'expliquer la situation objective espagnole et les racines de cette explosion.

Aujourd'hui, on ne peut que constater l'élargissement de l'opposition au régime en même temps que la faillite des organisations traditionnelles.

La presse n'a pas manqué de souligner l'influence des H.O.A.C., mouvement d'action catholique, qui a pris fait et cause, ouvertement, pour les grévistes. La hiérarchie elle-même soutient le mouvement et Franco, nous dit-on, en serait extrêmement irrité. Mieux : pour la première fois, des textes publiés par des organisations catholiques ont été interdits. Evénement d'importance si l'on songe à l'attitude générale de l'Eglise par rapport au régime depuis sa fondation. Evénement qu'il ne faut pas non plus surestimer, mais qui traduit l'agitation de plus en plus grande et cohérente des forces anti-franquistes.

En même temps, les intellectuels et les étudiants accentuent leur pression. Les manifestations de femmes à Madrid, dont la plupart portent des noms illustres, qu'il s'agisse des femmes de Gabriel Celaya, Dionisio Ri-

druejo, Alfonso Sastre, ou d'artistes de cinéma comme Aurora Batista, succèdent à des manifestations de femmes d'ouvriers à Oviedo même. Il y a là une extension considérable dans les formes militantes elles-mêmes de l'opposition.

Enfin, il faut le dire par souci de vérité, les organisations traditionnelles, sauf dans de rares endroits, apparaissent comme inexistantes. Certes, la répression a joué depuis de longues années son rôle et les mouvements si souvent décapités ont du mal à reprendre leur souffle. Mais ceci ne fait qu'accroître ce que nous avons souvent exprimé : à savoir qu'il y a une distorsion énorme entre les mouvements de l'intérieur et les groupements d'exilés.

A l'inverse, de multiples groupes s'organisent. Leurs structures sont diverses. Leur idéologie parfois confuse. Mais l'expérience qu'ils ont déjà du franquisme leur a permis de se lancer avec beaucoup d'enthousiasme dans la lutte. Ce qui est important, maintenant, c'est qu'ils se fient et atteignent le niveau national.

Les choses sont en train.

Où vont les grèves ?

Reste qu'on peut se poser des questions sur le sens même des grèves et leurs perspectives.

Spontanées, elles l'ont été assurément pour une grande part. Mais si elles ne sont pas encadrées par des organisations suffisamment influentes pour tenir le mouvement de bout en bout, elles n'ont eu lieu au départ que là où des noyaux cohérents ont fait éclater l'étéincelle.

C'est ce que la presse franquiste appelle « les agents de l'étranger »...

Aujourd'hui, dans l'épreuve de force engagée, aux Asturies notamment, la lutte ne se circonscrit plus autour des augmentations demandées (elles semblent pratiquement acquises) mais pour obtenir la libération des premiers grévistes arrêtés.

Le pouvoir semble devoir céder sur ce point également. Le cas de Beasain est frappant, les ouvriers de la C.A.F. ayant à la fois obtenu leur augmentation et la libération de sept d'entre eux.

L'échec du ministre Solís aux Asturies est également révélateur. Malgré l'état d'urgence et la répression, les mineurs continuent de présenter la double exigence : augmentation et libération des prisonniers.

Le gouvernement sent bien qu'en cédant, il ouvre la porte à de nouvelles revendications, d'un caractère encore plus fondamental. Mais, en même temps, outre le coup très dur porté sur le plan économique, il sait qu'une répression plus durcie ne ferait qu'aggraver les choses.

Le rapport de forces tend à changer. Le pouvoir sent son isolement.

L'appui international

Il dépendrait de nous pour une grande part que la solidarité internationale pèse d'un grand poids sur cette situation.

Une solidarité concrète doit s'exprimer et politiquement et matériellement.

Elle doit se construire dans des comités nouveaux et larges. Car il est primordial que la masse des ouvriers qui se sont lancés dans la grève sans être membres de quelque organisation que ce soit ne demeure aujourd'hui abandonnée. Si la solidarité doit jouer, elle doit s'adresser indifféremment à tous ceux qui ont été atteints dans la lutte. Car tous ceux-là sont nos frères.

J'écris tout cela au vu de lettres et d'informations dont le contenu politique et humain est poignant. Quelles que soient nos tâches par ailleurs, il paraît impossible que nous nous dérobbions devant celle-ci.

Christian Guerche.

Et maintenant... Salazar !

« Coimbra », c'était il n'y a pas si longtemps le titre d'un fado portugais qu'Amalia Rodriguez popularisa en France. C'est aujourd'hui un des hauts lieux de la résistance des étudiants portugais au régime de Salazar.

Depuis un mois, en effet, tout comme leurs frères d'Espagne, les étudiants et les ouvriers portugais ont engagé une lutte sauvagement réprimée par le pouvoir.

Leur premier mérite aura été de rompre le mur du silence qui, depuis de si longues années, entoure le « régime social » du sinistre Salazar. Doublement sinistre sous son aspect respectable.

On connaît les faits qui secouent « l'Empire portugais ».

Tout d'abord, la révolte du peuple angolais, trop méconnue, et sur laquelle nous comptons revenir longuement très prochainement. La répression s'y développe avec une férocité sans nom, mais l'opposition du peuple angolais, malgré de regrettables divisions, s'accroît en conséquence.

Le mouvement de libération des peuples coloniaux a atteint à son

tour le Portugal. On sait de même que Goa a été fort justement récupéré par le gouvernement indien, malgré les hypocrites protestations du gouvernement de Salazar.

Mais maintenant, c'est à l'intérieur même du territoire portugais qu'un vent de révolte souffle.

Le 1^{er} mai, de premières manifestations avaient lieu à Lisbonne. Renouvelées le 8, elles étaient attaquées à la mitrailleuse. Un quartier entier était investi par la police, qui devait procéder à plus de 1.300 arrestations. La bataille contre une manifestation silencieuse devait durer plus de deux heures. Le nombre de victimes n'a pas été révélé.

Sans doute Salazar se sent assez sûr pour essayer de mater l'opposition avec des moyens auxquels les pouvoirs les plus réactionnaires répugnent (en général).

Et pourtant... Les étudiants portugais, malgré les arrestations et toutes les menaces du pouvoir, tiennent bon. Déjà il y a un mois ils avaient décrété le « deuil académique », dans l'impossibilité où ils étaient d'élire démocratiquement leurs représentants. Le recteur de

Lisbonne, qui était il n'y a pas si longtemps une personnalité du régime, se solidarisaient avec eux et remettait sa démission.

A Coimbra, les étudiants se mettaient en grève et s'enfermaient dans l'Université. 86 d'entre eux font la grève de la faim, à la fois pour obtenir la libération de leurs camarades arrêtés et des élections libres pour leurs associations.

Celles-ci, pour l'instant, sont supprimées, ainsi que tous les festivals estudiantins traditionnels.

Mais le mouvement s'étend. Une centaine d'architectes viennent d'adresser une pétition au gouvernement, soutenant l'action des étudiants, et exigeant la libération de ceux qui ont été arrêtés.

Salazar doit maintenant compter avec son opinion publique. Les choses ne font que commencer... Les champions de la « démocratie occidentale », qui ont si tranquillement intégré le régime de Salazar, dans tout leur système d'alliance, n'ont-ils rien à dire ?

Nous attendons. Sans espoir.

C. G.

En rendant hommage

Aux révolutionnaires de la Commune massacrés en 1871 par les Versaillais,
Aux travailleurs parisiens assassinés le 8 Février 1962 par les brigades de Papon.

TOUS AVEC LE PSU au MUR DES FEDERES

Vous affirmez votre solidarité

Avec le peuple algérien victime des tueurs de l'OAS d'Alger et d'Oran,
Avec les travailleurs espagnols en lutte contre le fascisme de Franco

Vous réclamez

La libération et l'amnistie de tous les anti-colonialistes encore poursuivis ou emprisonnés
alors que les tortionnaires sont en liberté.

le SAMEDI 26 MAI, à 16 heures

Rassemblement Boulevard de Ménilmontant
entre la Rue du Repos et le métro Philippe-Auguste

françois maspero

40, rue Saint-Séverin, PARIS-5^e

LE TIERS MONDE

Frantz Fanon

Les Damnés de la Terre
préface de J.-P. Sartre
13,50

Fidel Castro parle...

textes choisis
par J. Grignon-Dumoulin
préface de Cl. Julien
13,00

Cuba révolutionnaire

numéro spécial de « Partisans »
articles de F. Castro
Che Guevara, O. Dorticos, etc.
5,40

E. Che Guevara

La Guerre de guérilla
8,70

A.-R. Abdel Kader

Le conflit judéo-arabe
18,50

Jomo Kenyatta

Au pied du Mont Kenya
préface de G. Balandier
9,50

V. Lanternari

Les mouvements religieux
des peuples opprimés
18,30

Michel Merlier

Le Congo de la colonisation belge
à l'indépendance
18,30

LA GUERRE D'ALGERIE

Frantz Fanon

L'an V de la Révolution algérienne
7,80

André Mandouze

La Révolution algérienne
par les textes
nouvelle édition (mai 1962)
9,60

Th. Oppermann

Le problème algérien
préface d'A. Grosser
15,00

Le droit à l'insoumission
9,90

Robert Barrat

Officiers en Algérie
4,50

Jacques Vergès

Défense politique
4,50

Serge Moureaux

Les accords d'Evian et
l'avenir de la révolution algérienne
9,90

LE SOCIALISME

Jean Jaurès

Les origines du socialisme allemand
7,80

P. Togliatti

Le parti communiste italien
7,80

Giuseppe Boffa

Le grand tournant
(de Staline à Khrouchchev)
12,00

Jean Baby

Critique de base
(de parti communiste français
entre le passé et l'avenir)
9,90

Paul Nizan

Les chiens de garde
7,80

Aden Arabie

préface de J.-P. Sartre
7,80

Georges Sufferl

Les catholiques et la gauche
7,50

LA MENACE FASCISTE

P. Nenni

Vingt ans de fascismes
12,00

La guerre d'Espagne

12,00

W. Hofer

Le national-socialisme par les textes
à paraître

LA JEUNESSE

G.-M. Mattéi

Disponibles
7,80

E. Copfermann

La génération des blousons noirs
préface de Cl. Bourdet
8,70

Catalogue sur demande

françois maspero

40, rue Saint-Séverin, PARIS-5^e

Dates à retenir...

Conférence nationale formation

Nous avons dû, à plusieurs reprises, ajourner la Conférence nationale Formation. Le besoin d'une telle rencontre des animateurs « Formation » se fait toutefois sentir plus impérieusement dans la période actuelle de développement du Parti.

Cette rencontre est donc fixée de façon ferme au DIMANCHE 17 JUIN. Elle se tiendra toute la journée, à partir de 9 h. 30, à la salle Lancry, 10, rue de Lancry, Paris (10^e). (Métro: République ou Jacques-Bonsergent.)

Nous espérons donc que le responsable « Formation » de chaque Fédération, ou un camarade désigné par le bureau fédéral, sera présent et souhaitons en être informés dès que possible.

Prochain week-end d'études : L'EUROPE

La fédération de Paris organise, les 26 et 27 mai, près de Melun, un week-end d'études sur

L'EUROPE

● Au programme :

I. — L'EUROPE : situation politique et aspects institutionnels, par Roland Delcour.

II. — LE MARCHÉ COMMUN, par Georges Servet.

III. — LE P.S.U. ET L'EUROPE : débat.

● S'inscrire à la fédération de Paris :

8, rue Henner, Paris-9^e (TRI. 88-97) en indiquant son moyen de transport.

Le départ aura lieu après la manifestation du Mur des Fédérés.

IDÉOLOGIE ET VÉRITÉ

Débat organisé par le Centre d'Etudes Socialistes

entre

Henri LEFEBVRE J.-P. SARTRE
J.-P. VERNANT F. CHATELET

sous la présidence de
Laurent SCHWARTZ

Vendredi 25 MAI, 20 h 45

grande salle des Horticulteurs, 84, rue de Grenelle (métro Bac).

Vierzon

Rencontre interdépartementale sur les problèmes agricoles, à Vierzon, hôtel de France, place Vaillant-Couturier, les :

26 ET 27 MAI

organisée par les fédérations du Cher, de l'Indre, de l'Indre-et-Loire, du Loiret et du Loir-et-Cher.

● Ordre du jour :

Samedi 26 : 14 h 30. Rapports du P.S.U. et du monde paysan.

Dimanche 27 : 9 heures. Exposé et discussion sur la commercialisation des produits.

15 heures. Exposé sur la réforme des structures foncières et la concentration capitaliste, par Serge Mallet, chef de travaux à l'Ecole des Hautes Etudes, responsable de la Commission Nationale Agricole du P.S.U.

Ardennes

La Fédération organise le

DIMANCHE 3 JUIN

à Chardeny, une journée d'études de 9 h. à 17 h. Quatre cours : initiation économique, politique étrangère, décolonisation et Tiers-Monde.

S'inscrire d'urgence à la Fédération des Ardennes. Transport assuré, si besoin.

Lyon

● Le 27 mai à Lyon : journée d'études sur Le Front Socialiste, avec H. Longeot du Bureau National du P.S.U., 113, Grande-Rue-de-la-Gullotière, Lyon-3^e, de 9 h 30 à 12 h et de 14 h 30 à 17 h. Présence indispensable du plus grand nombre possible de militants. Lecteurs de T.S. cordialement invités.

SAVOIE. HAUTE-SAVOIE: Journée d'étude

DIMANCHE 27 MAI

à la maison de vacances de Sevrier.

● Au programme :

9 h. : « Le IV^e Plan et les problèmes de la planification démocratique », par Bernard Comte. Discussion.

14 h. : « Le Front Socialiste. Réalités et perspectives d'une politique nouvelle », par Manuel Bridier.

LE CERCLE P S U DE NIMES : UNE RENCONTRE RÉUSSIE

Le dimanche 13 mai, s'est tenue, à Congénies, une rencontre de jeunes, organisée par le cercle J.S.U. de Nîmes. Groupant une trentaine de participants, parmi lesquels figuraient non seulement des membres de cercles J.S.U. mais aussi des sympathisants, cette rencontre a été le lieu de confrontation d'expériences diverses tant dans le domaine théorique que dans le domaine pratique.

Composée de deux parties bien distinctes, cette journée a débuté par l'exposé du camarade Leroy, de Montpellier, sur « les forces politiques en France ». Après avoir fait un rapide historique de l'évolution des forces politiques, l'orateur devait s'attacher, à partir d'une analyse des couches sociales actuelles, à définir les composantes et la stratégie des partis en présence : du Parti communiste à l'U.N.R., en passant par la S.F.I.O., les participants découvrirent un saisissant panorama de la société moderne et des lignes de force qui en constituent l'ossature politique.

Dès la fin de cet exposé, le président de séance donna la parole au camarade chargé de présenter quelques idées sur « l'apolitisme de la jeunesse et ses raisons », afin d'ouvrir un débat portant sur les caractéristiques d'une organisation et d'une politique de jeunes.

Dès l'abord, il fut admis qu'une politisation de la jeunesse n'était pas chose facile, la stratégie souvent opportuniste des partis traditionnels étant pour une bonne part à l'origine des réactions apolitiques des jeunes.

Ceux-ci réagissent en fonction d'un événement, d'une situation donnée, recherchent alors l'action mais se refusent de prime abord à l'embrigadement. Il ne s'agit donc pas de les « encarter » mais bien de les aider à comprendre, à analyser politiquement l'événement.

De l'orientation que peuvent prendre les initiatives en direction des jeunes, dépend le succès d'une repolitisation de ces couches si importantes pour l'avenir. Il faut donc créer des structures d'accueil qui, par paliers successifs, permettront à tous les jeunes — des « touristes » aux plus engagés — de s'intégrer non pas dans une organisation bureaucratique et partisane mais dans un ensemble assez souple pour permettre une prise de conscience exacte des réalités du monde moderne et de la nécessité du choix politique ensuite.

L'après-midi, fut abordé le « Cinéma interdit », sujet brûlant mais difficile à traiter sans projection de

films. L'essentiel de la discussion demeura la nécessité pour les jeunes de posséder d'autres moyens d'information audio-visuels que la production commerciale, la censure et l'autocensure étant facteurs de sclérose pour le cinéma français. Diverses solutions furent envisagées pour permettre l'utilisation des films interdits — une solution interrégionale pouvant être retenue.

Le troisième sujet de la journée : la décolonisation, après un historique fortement documenté à partir, d'ailleurs, d'une expérience vécue, devait amener une discussion approfondie sur les différences fondamentales entre la fausse indépendance et la véritable décolonisation.

Les camarades Pinto, d'Alès, et Durand, de Montpellier, clôturèrent cette journée bien remplie en parlant l'un et l'autre du syndicalisme. Le premier retraça l'histoire du mouvement ouvrier, mit en valeur les différentes étapes marquant la prise de conscience de la classe ouvrière, étapes liées souvent à de grands événements politiques nationaux et internationaux. Il décrivit aussi le « travail de fourmi » du militant syndicaliste et son caractère tantôt ingrat, tantôt exaltant.

Pour sa part, Durand, responsable de l'U.N.E.F., devait s'attacher à mettre en valeur le rôle du mouvement étudiant, la solidarité effective qui le lie aux syndicats ouvriers et, par là, la rupture avec l'esprit corporatiste et la création d'un véritable syndicalisme étudiant, gestionnaire et majeur.

En répondant à de nombreuses interventions, le responsable E.S.U. conclut sur le caractère toujours actuel des théories marxistes, à condition néanmoins de les adapter aux problèmes de la société moderne et à son évolution économique. « Cette adaptation ne se fera qu'en rompant avec la liturgie marxiste dispensée par des organisations se réclamant du socialisme scientifique ». Il cita en exemple l'effort conséquent dans l'application et dans la recherche de la C.G.T. italienne.

Cette journée se termina par une brève intervention d'un membre du Bureau fédéral du Parti Socialiste Unifié qui souligna le côté constructif de cette rencontre où, pour une fois, sans arrière-pensée, des jeunes engagés politiquement et des non-engagés avaient pu en commun écouter, discuter et se rendre compte de l'importance des problèmes politiques pour leur avenir. Cette conclusion devait s'accompagner des plus vifs remerciements des organisateurs et des participants à M. Bouet, maire de Congénies et conseiller général, pour sa sympathique hospitalité, son accueil fraternel et les rafraîchissements offerts par la municipalité.



(Nocenti)

Nous n'avons pu, par suite d'un retard indépendant de notre volonté, signaler ici un incident qui a marqué le défilé organisé à Nice à l'occasion du 1^{er} mai. Il vaut la peine, malgré le temps écoulé de le rapporter...

La fédération des J.S.U. des Alpes-Maritimes avait pris la décision de participer aux manifestations organisées par la C.G.T. N'ayant pu entrer en contact avec les organisateurs pour arrêter en commun les modalités de sa participation, elle se joignit au cortège avec ses propres banderoles. L'une d'entre elles portait « Solidarité avec la Révolution algérienne », elle était accompagnée d'un drapeau rouge et d'un drapeau algérien que le service d'ordre de la C.G.T. s'employa aussitôt à faire disparaître. La délégation J.S.U., ayant refusé, se fit barrer la route. Elle préféra se retirer plutôt que de céder à la menace et aux injures.

Le PSU dans les Pyrénées-Orientales

En juillet dernier, nous avons analysé dans ces colonnes, la situation politique des Pyrénées-Orientales : nous y révérons pour faire le point, après neuf mois de travail ingrat, difficile mais finalement payant.

À l'image du Parti, notre Fédération a de très faibles moyens financiers : c'est dire l'effort de ses militants pour arriver à l'organisation de manifestations ou de déplacements onéreux.

Pour pallier cet état de fait, pour faire face aux charges et dépenses qu'exige une saine et bonne propagande, le moyen le plus efficace est, bien sûr, la cotisation, donc l'adhésion. C'est à ce travail de recrutement que la Fédération des Pyrénées-Orientales avait convié ses militants. Elle s'y est attelée, d'abord avec de minces succès, ensuite, avec certains résultats positifs.

La diffusion de la pensée socialiste s'est effectuée progressivement (lettres, circulaires fédérales, abonnements d'essai à « Tribune Socialiste », abonnements fermes, circulaires nationales aux abonnés non inscrits, échanges de correspondance avec des lecteurs intéressés, et pour un certain nombre, expédition du livre « Renouveau du Socialisme », par notre camarade Edouard Depreux, secrétaire général).

Malgré un Conseil général dominé par la S.F.I.O., malgré l'action de parlementaires adversaires de notre politique, malgré l'absence quasi totale d'élus, malgré une droite réactionnaire bien en place, malgré la présence de nombreux « pieds noirs » très « Algérie-Française »,

notre Fédération s'accroît grâce au travail en profondeur.

Les efforts ingrats de toute une année de propagande ont été couronnés par une série de réunions que vient de tenir dans le département notre camarade René Fallas, membre du C.P.N.

À Perpignan, devant plus de 200 auditeurs, sous la présidence de Noël Altez, René Chauvet, secrétaire fédéral, a rappelé les origines du P.S.U. Puis René Fallas fit le procès du régime, expliqua les réponses données par notre parti aux trois référendums successifs, dénonça les complications des hommes et des partis qui ont cautionné le régime gaulliste, et défini ensuite les positions du P.S.U. sur le problème algérien, sur la défense de la laïcité, sur les réformes de structure économiques. René Fallas a également tenu des réunions à Ille-sur-Têt, Millas et Le Soler.

Le bilan du travail en profondeur de nos camarades et de la tournée de René Fallas, en Roussillon, se traduit par l'adhésion :

- d'un maire, avec constitution prochaine d'une section à St-Féliu-d'Avall ;
- de dix nouveaux adhérents à Perpignan ;
- de deux à Ille ;
- de cinq à Millas.

N. A.

— Directeur-Gérant : Roger CERAT —

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
59-61, rue La Fayette
Paris (9^e)

S.O.S. P.S.U.

● Jeune camarade dessinateur cherche emploi, temps complet de préférence, chez architecte P.S.U. Ecrire Fédération de la Seine, 8, rue Henner, Paris-IX^e.

Tribune Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

● Administration :

54, boulevard Garibaldi
Paris (XV^e)
SUF. 19-20

● Rédaction :

8, rue Henner
Paris (IX^e)
FIG. 65-21 - TRI. 28-48
C.C.P. PARIS 5826-65

3 mois 5 NF
6 mois 10 NF
1 an 19 NF
Soutien 30 NF

● Publicité :

Geneviève Mesguiche
54, boulevard Garibaldi
Paris-15^e.

Liberté 1

Il s'agit d'une coproduction franco-sénégalaise, du début en somme du cinéma d'Afrique noire, et il s'agit d'autre chose que du film exotique traditionnel, d'autre chose aussi que des reportages-témoignages de Jean Rouch.

Des ingénieurs construisent une route sous la direction d'un Noir, le chef de travaux est un Blanc. La route passe par un village et on doit enlever, pour qu'elle passe, un baobab géant qui sert de cimetière aux gens du village. Ceux-ci s'y opposent. Un incident éclate, où s'opposent sens du progrès et persistance de la tradition. Finalement, le baobab sera abattu, le progrès aura triomphé.

Il est satisfaisant de voir ainsi présenter les problèmes qui se posent au jeune Etat sénégalais, avec une certaine franchise : les rivalités politiques, les petites compromissions ne sont pas plus masquées que les survivances des divisions tribales ; les difficultés du rôle de l'ingénieur « assistant technique » sont dépeintes sans idéalisation du personnage.

Il y a donc dans cette représentation cinématographique un gros progrès par rapport au classique « film d'Afrique noire » français et la peinture en est neuve et attachante. Est-elle pour cela bien juste ?

Au conflit colonisateur (ou néo-colonisateur) — colonisé se substitue ici le conflit ancien-nouveau, ou progrès-tradition — mystification qui, sans doute, est inconsciente tant dans l'esprit des auteurs que dans la sensibilité vécue des Sénégalais.

Les antagonismes de classes, les luttes des exploités, tout cela n'est pas important : ce qui l'est c'est le Progrès. Voici quinze jours, je parlais ici du Fleuve sauvage, d'Ella Kazan, où le même tour de passe-passe était appliqué. Ici, la question du colonialisme est réglée très vite ; une réplique de Blanc montre qu'il n'a aucun complexe là-dessus, qu'il refuse toute responsabilité collective des « conneries » de ses aînés... et les seuls problèmes sont ceux que posent les « états d'esprit ». Ce sont les cadres qui décident ou ne décident pas ; les gens du peuple, eux, sont des paysans arriérés. Les ouvriers de la route, eux, peuvent au contraire aller de l'avant, mais sont isolés.

Et peut-être que c'est ainsi qu'est la situation sénégalaise ?... Je n'y suis pas allé voir, mais en ce cas peut-être aurait-il fallu ne pas le montrer comme « allant de soi ».

Mais nous touchons naturellement un autre problème : dans cette coproduction, il a fallu que les auteurs du film aient les approbations et les collaborations nécessaires du jeune Etat sénégalais, qui n'est pas un Etat de-type révolutionnaire populaire ; la critique interne que contient le film (hésitations officielles, prudences...) est sans doute tout ce qui pouvait être dit ; poser en termes marxistes la question de l'industrialisation et de l'évolution concomitante de la population, cela débordait sans doute trop les buts, tant des auteurs français que des responsables sénégalais.

Il reste qu'au prix d'une certaine confusion, d'un certain refus d'approfondissement, Yves Ciampi a réalisé un film inhabituel, et qui peut avoir sur le public un effet positif dans la mesure où il rompt avec les traditions cinématographiques des « bons nègres » insouciantes et joyeux, des « grands enfants » irresponsables. Ces Sénégalais sont des hommes comme nous, et nous avons envie de discuter de leurs problèmes comme des nôtres.

Marcel Ranchal.

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin — ODE 15-04

Semaine du 23 au 29 mai

ACCATONE

Italien. Version originale.

LE FLORIDE 43, Fg Montmartre PROvence 63-40

Semaine du 23 au 29 mai

L'ENCLOS

(Permanent tous les jours de 14 h. à 24 h.)

La Fête cubaine

Ania Francos



(Pic)

CUBA, n'est-ce pas, vous connaissez. Vous avez lu des articles, des livres. Vous savez discuter peut-être même sur les caractères propres de la révolution cubaine, sur ses rapports avec le communisme. A la grande rigueur, vous vous doutez qu'il y a là quelque chose d'assez original. Que la politique y prend une dimension qu'elle n'a pas sous nos horizons, que certes on s'y bat et l'on peut y mourir, mais pas comme dans cette longue horreur qu'a été la guerre d'Algérie : avec une certitude de vaincre, un humour, une sorte de « facilité » au meilleur sens du terme, qui en font une Terre Promise...

J'en étais là lorsque j'ai rencontré Ania Francos, un jour. Une fille de vingt-trois ans qui revenait de là-bas, qui avait passé un an à Cuba, partie avec Joris Ivens et restée parce qu'on ne peut pas aller à Cuba en touriste... Et ce que racontait Ania, nous l'écoutions avec envie. Cette jeune Juive a passé ses premières années à éviter d'être prise, bête trimballée par ses parents, de cachette et cachette. Le fascisme, elle sait ce que c'est. De ce coup de foudre qu'elle a eu à Cuba, elle parle dans *La Fête cubaine*, que Julliard vient d'éditionner.

Le temps de rentrer de Cuba, le temps d'écrire son livre, et déjà fleurissent en bas des pages les notules « Aujourd'hui la situation a changé sur tel point... » — notules qui es-

sayent l'impossible : rejoindre et figer un instant une révolution en marche. De tout ce qu'il y a dans le livre d'Ania Francos, rien sans doute ne va rester vrai, tel quel, longtemps : c'est mieux que cela qu'elle nous offre, c'est un témoignage vécu, celui d'une fille de vingt et un ans qui débarque un beau jour au milieu du désordre de l'I.C.A.I.C. (Institut du cinéma cubain) pour écrire un commentaire de film et se retrouve quelque temps après au milieu des bombes et des mitrailleuses du débarquement américain de Giron. Elle sait de temps en temps quelques nouvelles qui lui semblent venir d'un autre monde : il y a eu un putsch à Alger, Gagarine a vaincu l'espace... Mais l'important, c'est en ce moment comment être au maximum dans cette révolution. L'important, c'est de savoir quoi répondre devant les questions passionnées qui affluent : pourquoi Blum n'a-t-il pas aidé les Républicains espagnols ? Comment les Français en sont-ils arrivés à faire cette guerre d'Algérie ? L'important c'est l'alphabétisation, et c'est aussi la minute de tous les petits détails, c'est Fidel se renseignant sur l'état des couches des bédés, et c'est le témoignage direct des conversations de l'auteur avec les contre-révolutionnaires prisonniers, c'est les intellectuels qui s'ennuient auprès de Nathalie Sarraute si l'on peut user des techniques du nouveau roman pour décrire la révolution, et c'est les paysans, les ouvriers, les étudiants qui se

lèvent en masse contre l'envahisseur yankee.

Ania Francos aime se dépeindre comme la « Francaesa loca », la Française folle, surnom qu'on lui donna, paraît-il ; elle se prend pour première cible de son humour. Mais pourtant pas si folle : pour saisir — et surtout pour faire saisir — ce cocktail enivrant qui s'appelait déjà *Cuba Libre* avant Fidel, il fallait une capacité d'humour et d'enthousiasme, de maturité politique et de compréhension qu'on ne retrouve pas dans les livres ou les articles spécialisés, aussi attachants soient-ils, qui ont été publiés sur la question.

Ces qualités, Ania Francos les doit sans doute à son âge, au fait que des milliers de jeunes Français lui ressemblent, et vont lire son livre comme celui d'une des leurs, avec ce mélange d'envie et de bonheur. Cuba, pays où les responsables des plus hauts postes ont moins de trente ans, où cette « Française folle » s'est retrouvée parmi, véritablement, les siens, c'est bien autre chose que « la dernière révolution à la mode », comme disent les cervelles ridées. Et si *La Fête cubaine* est un livre solidement documenté, c'est pourtant avant tout un cri d'enthousiasme.

Croyez-vous qu'il y ait tant de sujets, ici, quand on a vingt-trois ans, de crier d'enthousiasme ?

P.-L. Thirard.

Carnets d'Albert Camus



Albert Camus (Dalmas)

« ...au niveau de la sérénité froissée »

LA tombe d'un grand homme a souvent servi de piédestal aux nullités dont les plus virulentes portèrent jupon : ainsi Elisabeth Förster, sœur de Nietzsche, ou Isabelle Rimbaud... Francine Camus prendra-t-elle le relais ? Lors de son témoignage au procès Jouhaud, malgré ses protestations équivoques, c'est un mort qu'à travers elle on faisait parler, et c'est Camus qui, à travers Jouhaud, apportait sa caution à l'O.A.S.

Camus, dont les silences suspects ont déjà recueilli l'approbation d'un Sérigny, se voit maintenant, par-delà la tombe, accouplé à un général fasciste. Que peut-on

penser d'un homme et d'une œuvre qui supportent de tels voisinages ? Que Camus est mort trop tôt ? Ou que l'époque est sévère pour les tièdes et les prudents ?

Les Carnets, dont le premier volume est paru chez Gallimard, apporteront-ils une réponse ? Le premier livre couvre les années 1935-1942, durant lesquelles furent écrits *Noces*, *L'Étranger*, *Le Mythe de Sisyphe* ; des ébauches de *La Peste* y sont déjà indiquées... Ce sont ces livres-là qui nous firent aimer Camus.

Dans le mélange de meilleur et de pire qui constitue les Carnets, on peut faire deux remarques : 1) Que ces Carnets n'ajoutent rien aux œuvres déjà publiées ; 2) Que Camus n'est pas un penseur. Sartre l'avait déjà constaté : du point de vue philosophique, Camus n'est qu'un vulgarisateur.

En revanche, une grande sensibilité compense le manque d'intelligence philosophique. Tout ce qui concerne la solitude et l'absurdité de la condition humaine est ressenti avec émotion et sensualité. Les meilleures pages des Carnets recourent les ébauches de *L'Étranger*. Mais le pire Camus se montre plus d'une fois : l'esthète trouvant une « plénitude » à propos de tout : joie de prendre une douche, perfection de la baie de Mers-el-Kébir, le soleil : « Dans le chemin de Sidi-Brachim, après la pluie, l'odeur d'amour descend des caroubiers. » Même le malheur est bon : « Une certaine continuité dans le désespoir finit par engendrer la joie. »

Camus laisse voir son souci d'une attitude de grandeur tragique. Sa petite comédie se fonde souvent sur des réflexions creuses : « La politique et le sort des hommes sont formés par des hommes sans idéal et sans grandeur. Ceux qui ont une grandeur en eux ne font pas de politique. » Ou sur des maximes qui seraient tout aussi valables à l'envers : « Nous n'avons pas le temps d'être nous-mêmes. Nous n'avons que le temps d'être heureux. » Au fil des pages, on trouve des paradoxes, tel « Trouver une démesure dans la mesure », qui ne veulent rien di-

re, mais qui préparent la domestication de la révolte que Camus a bien comprise dans *l'Homme Révolté*.

Ce qui frappe surtout, dans ces Carnets qui couvrent 1939, la déclaration de la guerre, c'est le manque de dimension historique. Tout est pesé avec égocentrisme, selon un dualisme naïf : pureté-crime, vie-suicide. Ce manque de culture historique et économique annonce la déroute totale de Camus durant la guerre d'Algérie. Voulant maintenir son attitude de sérénité crispée, l'Histoire en fit une sérénité constipée. Camus, dont la mère vivait à Oran, n'a pas craint, un jour, de répondre à un contradicteur : « J'aime la Liberté, mais je préfère ma Mère. » Cette phrase relève de la plus stupide démagogie sentimentale et d'un confusionnisme absolu.

Que le « penseur » fût dérouter par l'Histoire n'entache en rien le romancier que nous avons aimé. Mais on nous menace maintenant d'une revue périodique « Les Cahiers d'Albert Camus ». On essaie de nous imposer l'image d'une grande pensée, d'une grande conscience qui réglerait la circulation aux carrefours de l'Histoire. Et cela sous la férule d'un trio qui monopolise la pensée de Camus. « Mme Albert Camus, MM. Jean Grenier et René Char ont donné leur assentiment » peut-on lire dans la note liminaire des Carnets. Ces vestales d'honneur veillent le Penseur intouchable, conscience plus grande que vivante. Comment un poète comme René Char peut-il se prêter à ce Grand Jeu nécrologique, à cette sinistre mascarade digne des parnassiens du siècle dernier ? Il est temps de crier hoï... Camus a écrit quelques beaux livres. Bousculé par l'Histoire, il s'est laissé submerger par le drame qu'il vivait, sans se dire que d'autres en vivaient aussi, et pas seulement au niveau de la sérénité froissée. Son dernier livre, *La Chute*, marquait un retour à une certaine lucidité. Malgré ses limites, Camus vaut mieux que cette comédie qui se prépare.

O. Hahn.

LA RAISON D'ÉTAT

Ly avait, à Paris, avant la guerre 1939-1945, un vieil avocat, M^e Vidal-Naquet, dont l'emploi était important au barreau de Paris, mais qui, peu disposé à quémander des suffrages, refusa toujours d'être candidat au Conseil de l'Ordre. Il avait un fils, avocat lui aussi, Lucien Vidal-Naquet, chez qui l'intelligence et le talent s'alliaient à un grand caractère et à une inflexible intransigeance. Après des épreuves affreuses, Lucien Vidal-Naquet, avec sa femme et ses enfants, se retrouva, au lendemain de l'armistice, à Marseille, dont sa famille était originaire. Insensible aux dangers qui le menaçaient, il y brava la Gestapo. Et, vaincu bien sûr, il fut déporté avec sa femme, assassiné avec elle. Par miracle, ses fils échappèrent à l'arrestation.

L'un d'eux, universitaire, animateur du Comité Maurice Audin, victime des représailles gouvernementales, vient de donner un nouveau lustre au nom qu'il porte en publiant (Editions de Minuit) un ouvrage bouleversant : *La Raison d'Etat*.

Après des mois d'étouffements, de saisies et de mensonges, voici le dossier de la torture, la collection des rapports confidentiels qui l'ont dénoncée (en même temps que d'autres crimes) et celle des documents secrets qui la prouvent.

On pouvait penser que des années passeraient avant que des historiens trouvent dans les archives qui auraient échappé à une destruction volontaire les pièces de ce terrible dossier. Eh ! bien, le voici déjà et si, assurément, il grossira avec le temps, du moins dans son état actuel est-il complet. Sauf dans des cas rarissimes et justifiés, tout y est : les lieux, les dates, les noms.

DÉJÀ, pendant l'occupation, la torture avait fait son apparition dans la police française : les brigades spéciales, de sinistre mémoire, la pratiquaient fréquemment. Mais leurs sévices (qui, à la Libération, valurent aux responsables, le châtement suprême) n'étaient rien à côté du système perfectionné qui fut pratiqué en Algérie et notamment à côté des supplices de l'eau et de l'électricité renouvelés de ceux qui étaient en honneur avant la Révolution, et qui, à partir du début de 1955, furent utilisés de façon courante et de plus en plus étendue.

Et à cela s'ajoutaient les pires humiliations, les plus dégradantes atteintes à la dignité humaine. On se souvient que les nazis, avant la guerre, dans leurs camps d'internement, attachaient certains hommes à des niches de chiens et les obligeaient à s'y tenir à quatre pattes, en aboyant. Selon un document relatif au camp Paul-Cazelles, les procédés y étaient du même ordre.

Plus tard, on vit s'instaurer le système des peines collectives, renouvelé des armées d'occupation.

Et, hélas ! celui des interrogatoires trop poussés ou des exécutions sommaires, traditionnellement représentées par les responsables comme des morts naturelles survenues à l'occasion de tentatives de fuites au cours d'une « corvée de bois ». Il y en aurait eu, dit Pierre Vidal-Naquet, plus de 3.000. Et, en juillet 1960, le ministre des Armées a fini par s'en émouvoir.

Au milieu de cette lecture déchirante, il y a, heureusement, quelques pages de réconfort. S'il s'est trouvé des policiers pour approuver la torture et proposer sa réglementation, le grand chef de la police française, lui, a fait entendre à plusieurs reprises sa protestation indignée. Au risque d'être écarté de son poste (et c'est ce qui se produisit, en août 1957, sans que la mesure ait été, en dépit de certaines espérances, rapportée au printemps de 1958, avec l'arrivée de de Gaulle). M. Mairey dénonce avec vigueur « une reprise des pires méthodes de police, rendues trop célèbres, hélas ! par la Gestapo et qui soulevaient, à juste titre, l'indignation des hommes civilisés des camps de concentration dont les conditions ne peuvent s'apparenter qu'aux culs de basse-fosse des châteaux féodaux » et « un comportement qu'on a qualifié crime de guerre lorsqu'il a été celui des nazis », bref sur tout ce qui est « indigne d'une nation démocratique et civilisée ».

Il cite, en particulier, la méthode qui consiste à affamer des populations jusqu'à ce qu'elles aient voté dans un certain sens et un « massacre d'indigènes » qu'un colonel a refusé d'empêcher et qui fut suivi par le lâchage des « chiens policiers... sur les blessés qui n'avaient pas été totalement écrasés par les auto-mitrailleuses ». Et il dit : « Dans ces excès, la police a sa part, l'armée a la sienne. Chef responsable de la Sécurité nationale, il m'est intolérable de penser que des policiers français puissent évoquer par leur comportement les méthodes de la Gestapo. De même, officier de réserve, je ne puis supporter de voir comparer des soldats français aux sinistres SS de la Wehrmacht. »

Parallèlement, en regard du général Massu, de son action, de ses

notes de service et de ses étoiles nouvelles, il y a eu le général de la Bollardière et sa disgrâce...

Mais ces résistances, isolées, demeurèrent vaines, les rapports de M. Mairey, de M. Teitgen, de M^e Maurice Garçon, du gouverneur général Delavignette — tous éloquentes et tous reproduits — alternent avec des documents qui nous montrent que non seulement des ministres qui les avaient connus démentaient les faits avec indignation (en même temps, d'ailleurs, que certains enquêteurs parlementaires), mais se gardaient de sanctionner ces excès, les encourageaient passivement ou activement et que des représentants de l'Eglise les bénissaient.

On croit rêver. Et on se dit que Pierre Vidal-Naquet a eu raison d'intituler cet ouvrage non pas *La Torture*, mais *La Raison d'Etat*.

CE qui ajoute au tragique des faits, ce qui le décuple, ce sont les résultats.

Sur le plan politique d'abord. Tout cela a été fait parce que « pour un homme d'honneur, il ne pourra jamais être question de discuter, de traiter avec des gens » comme « Ben Bella et ses séides », parce qu'il fallait « aller jusqu'au bout de la victoire », parce qu'il fallait rabâcher aux Algériens « qu'il n'y aura jamais de négociation avec le F.L.N. et qu'il sera détruit jusqu'au dernier homme ». Et parce qu'il ne fallait pas écouter M. Mairey, quand il exprimait la crainte que le seul résultat serait de creuser plus profondément l'abîme entre les Européens et les Musulmans.

D'autre part, à force d'encourager les tortionnaires, on a donné naissance à l'état d'esprit qui anime l'O.A.S. dont certains des membres les plus hauts placés se sont précisément illustrés dans les tortures et les crimes, comme ce capitaine Cuttchet, dont on parle tant aujourd'hui et qui, en 1957, fut responsable de l'asphyxie de 41 Musulmans dans un chai à vin désaffecté et de la dispersion de leurs cadavres.

Sur le plan de l'honneur national, ensuite. Dans leurs rapports, M^e Maurice Garçon et M. Delavignette annonçaient déjà que nous serions un jour dénoncés devant des instances internationales pour ces faits. Ne le serons-nous pas en effet ? Et alors, il sera prouvé qu'ils n'étaient pas la manifestation d'égarements individuels.

Sur le plan de la civilisation, enfin. Avec M. Teitgen, il faut admettre que l'on s'est bel et bien engagé dans la voie d'une systématisation de la torture. Au résultat de quoi, on a vu d'abord certains exécutants acquittés et accueillis sans réprobation dans leur village, parce que juges et compatriotes se refusent à blâmer les « lampistes », quand les chefs responsables sont décorés et promus, ensuite le gouvernement, en proclamant l'amnistie, s'annistie lui-même, et enfin les services d'ordre appliquent maintenant la torture aux O.A.S. comme ils l'appliqueraient sans doute demain à d'autres, pour briser leur résistance.

Sans parler des innombrables soldats du contingent qui ont connu, vu ou pratiqué sur ordre la torture, et sont infectés par le virus.

ON mesure assez le mal fait à la France. Et on se demande alors par qui tout cela fut voulu et exécuté. Que le livre dénonce nommément des généraux et des colonels, on n'en est pas surpris, hélas ! Mais ce qui est plus attristant encore, c'est qu'il apparaît bien que des hommes prétendument de gauche, dans l'espoir fou, sans doute, que leur supernationalisme et leur férocité de répression leur gagneraient la faveur de la droite, ont couvert, accepté et même approuvé cette révoltante besogne. Qu'on lise les pages sur le rôle de Guy Mollet, de Bourges-Maunoury, de Lacoste et surtout les dépositions du procureur général Reliquet, et du général Allard sur ces deux derniers et sur Max Lejeune, lors d'une inspection chez le colonel Bigard.

SI, aujourd'hui, la grande presse fait le silence sur ce dossier, si l'opinion, tellement indignée par les tortures au moment de la Libération (les seuls policiers collaborateurs qui furent condamnés à mort étaient des tortionnaires) ne réagit pas alors, il faudra se rendre à l'évidence : quelques hommes courageux, ceux qui ont été nommés ci-dessus, et en outre ceux qui, au mépris des saisies, des révocations et des plastiquages, ont dénoncé ces horreurs, tels Laurent Schwartz, Pierre Vidal-Naquet, Jérôme Lindon, auront bien mérité de l'humanité ; mais, en revanche, la France, la France de la Déclaration des Droits de l'Homme, la France, « flambeau de la civilisation », vers laquelle tous les hommes avides de liberté et de fraternité tournaient traditionnellement leurs regards, cette France-là sera défigurée et ne pourra plus reprocher à l'Allemagne ni les crimes de l'hitlérisme ni les silences du peuple allemand.